



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Patrimoine mondial

35 COM

Distribution limitée

WHC-11/35.COM/5A

Paris, 6 mai 2011

Original : anglais/français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION
DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

Trente-cinquième session

Paris, Siège de l'UNESCO

19 – 29 juin 2011

Article 5 de l'ordre du jour provisoire : Rapports du Centre du patrimoine mondial et des Organisations consultatives

5A : Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et la mise en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial

RÉSUMÉ

Ce document présente une vue générale non exhaustive des résultats des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial, ainsi que des résultats de la mise en œuvre des décisions et des objectifs stratégiques du Comité du patrimoine mondial depuis sa 34^e session (Brasilia, 2010), en particulier des résultats des activités non mentionnées ailleurs dans les documents de travail et d'information rédigés pour cette session. Des informations plus détaillées sur toutes les activités du Centre du patrimoine mondial sont disponibles auprès du Secrétariat.

Projet de décision : 35 COM 5A, voir point III.

I. Rapport basé sur les résultats des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial

1. Conformément à la décision **34 COM 5** paragraphe 6 (Brasilia, 2010) qui demandait au Centre du patrimoine mondial d'améliorer la présentation de son rapport, les activités entreprises l'année précédente dans les régions ainsi que dans le domaine de la communication, de l'éducation et des partenariats sont désormais présentées sous une nouvelle forme et regroupées autour des cinq objectifs stratégiques (voir le paragraphe 19). La vue générale présentée ici n'est pas exhaustive, puisqu'elle ne comprend pas un certain nombre d'activités dont les résultats sont attendus à long terme et non dans l'immédiat.
2. La 34e session du Comité du patrimoine mondial s'est tenue à Brasilia, au Brésil, du 25 juillet au 03 août 2010 et le Rapport des décisions a été mis en ligne en septembre 2010 à l'adresse suivante : <http://whc.unesco.org/en/sessions/34COM>.
3. Le résumé des interventions de la 34e session est en cours de rédaction et sera distribué aux membres du Comité pour examen dès qu'il sera disponible. Le Centre du patrimoine mondial fait remarquer que les fonds pour la transcription et la traduction n'ont pas été suffisants compte tenu de la longueur de la session.
4. Une réunion d'information pour préparer la 35e session est en cours d'organisation ; elle est prévue le 26 mai 2011 au siège de l'UNESCO à Paris.

A. Résultats de la mise en œuvre de la *Convention*

5. À la suite de la ratification de la *Convention* par la Guinée équatoriale, le 10 mars 2010, le nombre total d'Etats parties est passé à 187.
6. Vingt et un nouveaux biens (15 biens culturels, 5 biens naturels et un bien mixte) ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial lors de la 34e session du Comité du patrimoine mondial (Brasilia, 2010). Le Comité a également reconnu les valeurs culturelles de la Zone de conservation de Ngorongoro (République unie de Tanzanie), inscrite en 1979 en tant que bien naturel et devenue bien mixte en 2010. Au total, la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO compte actuellement 911 biens (704 biens culturels, 180 biens naturels et 27 biens mixtes) situés dans 151 Etats parties. Huit extensions ont été apportées à des biens déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.
7. Trois Etats parties sans biens sur la Liste du patrimoine mondial ont eu leur premier bien inscrit à la 34e session : Kiribati, les îles Marshall et le Tadjikistan.
8. Au total, 147 rapports sur l'état de conservation de biens, dont 31 inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, ont été examinés par la 34e session du Comité.
9. Le nombre de biens actuellement inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril est de 34 (18 biens culturels et 16 biens naturels). Les îles Galápagos (Équateur) ont été retirées de cette Liste à la 34e session.

10. Au cours de sa 35^e session, le Comité examinera 35 propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial - 30 biens culturels, 10 biens naturels et 3 biens mixtes – dont 3 propositions transnationales et 3 extensions de biens déjà inscrits.
11. Depuis la 34^e session du Comité, 34 États parties ont soumis de nouvelles Listes indicatives ou modifié des Listes en vigueur. Le nombre de nouveaux biens ajoutés sur les Listes indicatives est de 72.
12. Les capacités nationales en matière de gestion et de conservation des biens ont été renforcées grâce à diverses activités de conservation et de formation en Asie, en Afrique et dans les Caraïbes, avec une participation accrue des femmes.
13. Le Centre du patrimoine mondial a conclu trois nouveaux accords de partenariat avec le secteur privé, et trois autres sont en cours de négociation.

B. Développement de la coopération entre instruments juridiques internationaux

14. Conformément aux décisions **33 COM 5C** relative à la coopération entre les accords multilatéraux sur l'environnement et **34 COM 5E** relative aux autres conventions de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de nombreux efforts ont été engagés par le Secrétariat pour continuer à renforcer la coopération :

15. Le Centre du patrimoine mondial a assisté à la cinquième réunion du **Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé** (siège de l'UNESCO, 22-24 novembre 2010) qui a examiné onze demandes d'octroi de la protection renforcée émanant de l'Azerbaïdjan, de Chypre, de l'Italie et de la Lituanie et concernant notamment six biens du patrimoine mondial. Ce Comité a décidé d'octroyer une protection renforcée aux biens suivants du patrimoine mondial : Choïrokoïtia, Paphos et les Églises peintes de la région de Troodos, à Chypre, et Castel del Monte, en Italie (voir <http://whc.unesco.org/en/news/701>). Le Deuxième protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé établit, entre autres, un nouveau système de protection : la protection renforcée. Pour pouvoir en bénéficier, un bien culturel doit remplir trois conditions : être un patrimoine culturel de la plus haute importance pour l'humanité ; être protégé par des mesures internes, juridiques et administratives, adéquates qui reconnaissent sa valeur culturelle et historique exceptionnelle et garantissent le plus haut niveau de protection ; ne pas être utilisé à des fins militaires ni pour protéger des sites militaires ; une déclaration de la partie qui a le contrôle du bien culturel confirmant qu'il ne sera pas utilisé à ces fins doit être fournie. Les Principes directeurs pour l'application du Deuxième protocole prévoient, au paragraphe 36, que le Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, sous réserve d'autres considérations, considère que tout bien culturel immeuble inscrit sur la Liste du patrimoine mondial satisfait la condition de plus haute importance pour l'humanité. La réunion a mis en évidence une synergie croissante entre la Liste du patrimoine mondial et la Liste des biens culturels sous protection renforcée ; il convient toutefois de noter que ces deux listes sont autonomes.

16. Concernant la **Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel** de 2003, le Directeur du Centre du patrimoine mondial par intérim a assisté à la Cinquième session du Comité intergouvernemental qui s'est tenue à Nairobi, au Kenya, du 15 au 19 novembre 2010, tandis que le Secrétaire de la Convention de 2003 a assisté

à la 34e session du Comité du patrimoine mondial au Brésil. Les deux Secrétariats continuent de partager leurs expériences en matière de méthodes de travail et d'explorer les synergies possibles par un partage plus systématique de l'information. Par ailleurs, l'ICOMOS fait partie des ONG accréditées par l'Assemblée générale des Etats parties en juin 2010, lors de sa troisième session, pour fournir des services consultatifs au Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Les Etats parties à la Convention de 2003 ont soumis des dossiers de candidature et des demandes d'assistance internationales concernant des éléments du patrimoine culturel immatériel associés à des biens du patrimoine mondial, tels que les « Traditions et pratiques associés aux Kayas dans les forêts sacrées des Mijikenda » (Kenya) et la « Sauvegarde des rituels et pratiques liés aux tombes royales de Kasubi » (Ouganda), associés au bien du patrimoine mondial des Tombes des rois du Buganda à Kasubi.

17. Le Centre du patrimoine mondial a également assisté aux événements organisés à l'UNESCO les 14 et 15 mars 2011 pour célébrer le 40^e anniversaire de la **Convention pour la lutte contre le trafic illicite des biens culturels (1970)**. Il faut poursuivre le renforcement de la coopération entre les Conventions de 1972 et 1970, car de plus en plus de biens du patrimoine mondial sont victimes du trafic illicite d'objets provenant de ces biens.

18. Conformément à la **Déclaration sur la diversité biologique et culturelle** (Montréal, juin 2010) et à la décision 34 COM 5E (point 7) du Comité du patrimoine mondial, les résultats ont été également présentés à la Conférence des parties (COP 10) de la Convention de 1992 sur la diversité biologique (CDB) qui s'est tenue en octobre 2010 à Nagoya, au Japon. Le programme conjoint de l'UNESCO et du Secrétariat de la CDB (2010-2020), tel qu'il a été élaboré par la Conférence de Montréal, a été accueilli favorablement par la COP 10 de la CDB (décision X/20). En particulier, la COP 10 CDB a reconnu dans le Programme conjoint un « mécanisme de coordination utile pour faire avancer la mise en œuvre de la Convention et renforcer la prise de conscience au niveau mondial des liens réciproques entre diversité culturelle et diversité biologique ». Les Etats parties et d'autres parties prenantes concernées ont été invités à « contribuer à et soutenir la mise en œuvre de ce programme conjoint ». Dans le prolongement de la conférence, les secrétariats de l'UNESCO et de la CDB sont en train d'élaborer la stratégie de mise en œuvre du Programme et cherchent activement des partenaires pour financer les activités prévues.

C. Autres demandes du Comité du patrimoine mondial

19. Dans sa décision **34 COM 5A**, paragraphe 6, le Comité du patrimoine mondial a demandé au centre du patrimoine mondial d'améliorer la présentation de son rapport en :

a) regroupant les activités présentées autour des cinq Objectifs stratégiques,

b) faisant état des coopérations avec les organes de l'UNESCO ainsi qu'avec les partenaires de la société civile,

c) intégrant un commentaire d'évaluation général sur les résultats obtenus et les difficultés rencontrées,

d) décrivant les critères par rapport auxquels le Centre du patrimoine mondial prend des décisions pour mener ses activités conformément aux décisions du Comité du patrimoine mondial.

Le Centre du patrimoine mondial a le plaisir d'annoncer que le rapport basé sur les résultats concernant les activités entreprises dans le cadre des « 5 C » (pour la période courant de juin 2010 à mai 2011) est désormais présenté sous une nouvelle forme qui tient compte des demandes du Comité du patrimoine mondial (décision **34 COM 5A**).

20. La suite donnée à l'**audit** du Centre du patrimoine mondial effectué par les auditeurs externes de l'UNESCO (décembre 2009) est présentée dans le document *WHC-11/35.COM/INF.5C*.

21. Conformément à la demande de la 17e Assemblée générale des Etats parties (résolution **17 GA 9**) et à l'adoption du cahier des charges par la 34e session du Comité du patrimoine mondial (décision **34 COM 9A**), une évaluation de la Stratégie globale et de l'Initiative de partenariats pour la conservation (PACTe) a été effectuée par la Cour des Comptes. Le rapport est inclus dans le document *WHC-11/35.COM/INF. 9A*. Les rapports d'évaluation seront présentés à la 18e Assemblée générale des Etats partie en novembre 2011. L'évaluation comportait 3 modules : décembre 2010, janvier et février/mars 2011 ; le coût de la charge de travail du Centre du patrimoine mondial a été évalué à 110 117 dollars EU sur la base des coûts standard du personnel de l'UNESCO, à l'exclusion des coûts indirects et de ceux des ressources humaines n'appartenant pas au personnel (les stagiaires, par exemple).

**II. Rapport basé sur les résultats concernant les activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial
dans le cadre de la mise en œuvre des « 5 C »**
(Période courant de juin 2010 à mai 2011)

* Veuillez également vous reporter aux deux documents suivants : Rapport sur les partenariats actuels et envisagés (WHC-11/35.COM/INF.5A.1) ; Rapport annuel sur l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial octroyé par le Centre du patrimoine mondial (WHC-11/35.COM/INF.5A.2)

1C. Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, plus équilibrée et plus crédible (Crédibilité)				
RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLOBAL	1	Dans le prolongement de l'Année mondiale de l'astronomie 2009, l'UNESCO et l'Union astronomique internationale ont prorogé de deux ans le Protocole d'accord signé en 2008 dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative thématique de l'UNESCO intitulée « Astronomie et patrimoine mondial ».	34 COM 5F.1 § 4	Renforcement de la collaboration internationale pour l'élaboration de projets de propositions d'inscription transnationales.
	2	Réunion d'experts conjointe UICN/Centre du patrimoine mondial (Vilm, Allemagne, du 30 juin au 4 juillet 2010) en vue de formuler de nouvelles recommandations aux Etats parties pour l'identification de nouveaux sites du patrimoine mondial marin.	29 COM 5B	La réunion a posé les fondements de l'étude thématique de l'UICN sur le patrimoine mondial marin. Cette étude est en cours d'exécution par l'UICN et devrait être achevée d'ici le milieu de l'année 2011.
AFRIQUE	4	Projet de l'Angola pour la préparation du dossier de proposition d'inscription de Mbanza Kongo (assistance internationale et contribution de l'Angola à son profit).	Protocole d'accord entre l'Angola et l'UNESCO signé en 2008	Réunion des parties concernées, élaboration d'un plan d'action pour le processus de proposition d'inscription, situation locale évaluée et recommandations formulées pour la délimitation du site, le plan de gestion et les fouilles archéologiques. Les difficultés rencontrées sont le

1C. Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, plus équilibrée et plus crédible (Crédibilité)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
				caractère isolé et peu accessible du site qui ont retardé l'activité, ainsi que des changements de personnel au sein du ministère angolais de la Culture.
	5	Assistance préparatoire aux Comores en vue d'une proposition d'inscription (financée par le Fonds en dépôt néerlandais).	Demande soumise par l'Etat partie	Une mission d'expert a eu lieu en janvier 2011 pour lancer le processus de proposition d'inscription et établir une « feuille de route ».
	6	L'initiative pour le patrimoine mondial forestier d'Afrique centrale (CAWHFI) a été mise en œuvre grâce à des fonds de la Fondation des Nations Unies (UNF), du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et de l'Union européenne (UE). Des activités de conservation ont été élaborées dans 3 complexes écologiques du Cameroun, de la République centrafricaine, du Congo et du Gabon. La composante de la CAWHFI financée par la France a continué à aider les autorités nationales à élaborer la stratégie de conservation locale relative aux systèmes de gestion des ressources de faune.	25 COM XVII.10	<p>Un dossier de proposition d'inscription soutenu par la CAWHFI a été finalisé et sera examiné lors de la 35e session du Comité du patrimoine mondial.</p> <p>Renforcement de la collaboration régionale en vue de l'élaboration d'un accord sur une proposition d'inscription transnationale entre les Mayumba au Congo et les Conkouati au Gabon</p> <p>Participation au Comité de pilotage annuel de divers points focaux nationaux d'Afrique centrale, de gestionnaires de biens inscrits, d'experts nationaux et internationaux et de représentants des bureaux hors siège de l'UNESCO.</p> <p>Des activités de conservation et de développement ont été entreprises avec les communautés locales dans les 3 paysages écologiques afin d'améliorer la conservation et la gestion de ces sites.</p> <p>Plusieurs publications sont en cours de rédaction, notamment <i>Etats des forêts 2010 et 2011</i> et un</p>

1C. Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, plus équilibrée et plus crédible (Crédibilité)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
				livre pour promouvoir l'Ecosystème et le paysage culturel relique de Lopé-Okanda (Gabon) inscrit au patrimoine mondial.
ÉTATS ARABES	7	<p>Assistance préparatoire pour élaborer la proposition d'inscription d'un site naturel soudanais</p> <p>Assistance préparatoire pour évaluer quatre sites naturels de la Liste indicative de la Tunisie</p> <p>Deux Etats parties ont actualisé leur Liste indicative et deux propositions d'inscription ont été soumises par des Etats parties : le Maroc et le Qatar (pour la toute première fois)</p> <p>Assistance du Fonds africain du patrimoine mondial pour la préparation de dossiers de propositions d'inscription pour des Etats parties arabes appartenant au Groupe régional de l'Afrique selon la classification de l'UNESCO.</p>	<p>Demande soumise par l'État partie</p> <p>Demandes soumises par l'État/les États partie/s</p>	<p>Application d'un mécanisme en deux phases afin de garantir la valeur universelle exceptionnelle du site. La première phase du projet a été menée à bien et sera suivie d'une mission d'expert avant le lancement de la seconde phase.</p> <p>Occasion de renforcer les capacités</p>
	8	<p>Assistance préparatoire pour l'élaboration du dossier de proposition d'inscription et du plan de gestion des <i>Villages antiques</i> du nord de la République arabe syrienne fournie dans le cadre de la Convention France-UNESCO.</p>	<p>Demande soumise par l'État partie</p>	<p>C'est la première proposition d'inscription d'un paysage culturel soumise par les autorités syriennes et la seconde soumise dans la région des États arabes.</p>

1C. Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, plus équilibrée et plus crédible (Crédibilité)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
ASIE PACIFIQUE	9	Une aide financière et/ou consultative a été fournie aux Etats parties pour la préparation de dossiers de propositions d'inscription.	Demandes soumises par les États parties	En 2010, onze nouveaux biens de la région Asie-Pacifique ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondiale. Trois (Kiribati, îles Marshall et Tadjikistan) sont situés dans des Etats parties qui n'avaient encore jamais eu de biens inscrits.
	10	Une aide financière et/ou consultative a été fournie aux Etats parties pour la préparation de Listes indicatives, de dossiers de propositions d'inscription et de rapports sur l'état de conservation de biens.		La 35e session du Comité examinera 15 biens de 9 Etats parties (Australie, Chine, Inde, Iran (République islamique d'), Japon, Micronésie, Palau, Mongolie et Viet Nam) 23 biens ont été ajoutés sur les Listes indicatives de 7 Etats parties (Inde, Japon, Kirghizstan, Ouzbékistan, République de Corée, Thaïlande et Turkménistan).
	11	Seconde réunion du Comité de coordination sur la proposition d'inscription en série des Routes de la soie, à Achkhabad, Turkménistan (3-6 mai 2011)	34 COM 9B	La réunion réunira quelque 45 participants de cinq pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) et la Chine, ainsi que d'autres pays asiatiques partenaires (Afghanistan, Inde, Iran (République islamique d'), Japon, Népal et République de Corée) pour faire le point sur l'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action adopté à Xi'an, en Chine, en novembre 2009, concernant la proposition d'inscription en série des Routes de la soie. Le but est également d'examiner l'étude thématique effectuée par l'ICOMOS, afin de prendre des décisions concernant la stratégie à adopter pour la proposition d'inscription (le document sera disponible à l'adresse :

1C. Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, plus équilibrée et plus crédible (Crédibilité)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
				http://whc.unesco.org/en/activities/117/). L'atelier réunira des experts et des spécialistes internationaux, ainsi que des représentants et des experts de la Belgique et du Japon pour présenter le projet belge de système d'information et de documentation sur la Route de la soie et le nouveau projet de fonds en dépôt japonais respectivement, destinés à soutenir la proposition d'inscription en série des Routes de la soie.
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	12	Les activités suivantes ont été élaborées dans le cadre du processus de proposition d'inscription en série du Chemin principal andin/ <i>Qhapaq Ñan</i> sur la Liste du patrimoine mondial :	30 COM 11E 31 COM 12B 33 COM 10A 34 COM 9B	
	13	Base de données interdisciplinaire		La base de données détaillée est pratiquement finalisée. Cette base regroupe l'intégralité des routes, sites archéologiques, ressources environnementales et composantes ethnographiques du Chemin principal andin dans les six pays concernés.
	14	Poursuite de l'utilisation du centre de stockage en ligne de documents sur le <i>Qhapaq Ñan</i> (inclus sur le site Internet du Centre du patrimoine mondial).		Utilisation de technologies en ligne (un site intranet pour 70 experts) pour le partage des informations, le suivi de l'état de conservation du bien et la création d'une plate-forme de discussion permanente (journalière) entre les experts concernés des six pays.
	15	Réunion pour la finalisation de la Stratégie de gestion et de conservation du Chemin principal andin/ <i>Qhapaq Ñan</i> (du 30 août au 1 ^{er} septembre 2010, Bogota, Colombie).		Consensus obtenu sur la Stratégie de conservation et de gestion. Un rapport final est en cours de rédaction. Difficultés associées à la coordination sur les diverses questions et l'approche différente adoptée par les divers pays.

1C. Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, plus équilibrée et plus crédible (Crédibilité)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	16	Réunions préparatoires (siège de l'UNESCO) en octobre et novembre pour préparer la signature officielle de la déclaration politique concernant le Qhapaq Ñan à l'occasion du Sommet des chefs d'Etats et de gouvernements de Mar del Plata, en Argentine, en présence du Directeur général de l'UNESCO (3-4 décembre 2010).		Une déclaration politique officielle a été signée en présence du Directeur général par 6 ministres des Affaires étrangères, affichant un effort collectif pour préserver le Chemin principal andin/Qhapaq Ñan pour les générations futures.
	17	Réunion internationale du Secrétariat technique du projet Qhapaq Ñan, en vue du processus de proposition d'inscription. Paris, 16 - 18 février 2011.		Finalisation de l'accord sur le cadre juridique et l'élaboration de la feuille de route qui permettra de définir les principales règles à suivre pour finaliser le dossier de proposition d'inscription.
	18	Demande d'assistance préparatoire pour l'élaboration de l'analyse comparative de l'Aire marine protégée de Seaflower (Colombie).	29 COM 5B	L'Analyse comparative a été finalisée par la Corporation for the Sustainable Development of San Andrés Archipelago, Providencia and Santa Catalina (CORALINA) et soumise au Centre du patrimoine mondial. Le Centre est en contact étroit avec CORALINA pour toute information reçue indiquant que l'exploration du pétrole à l'intérieur de la zone marine protégée de Seaflower a été approuvée. Des informations officielles ont été demandées à l'Etat partie.
	19	Une demande d'assistance préparatoire pour Saint-Vincent et les Grenadines a été approuvée en vue de la « Préparation de la Liste indicative des biens naturels et culturels susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial ».	Stratégie globale (Voir les Séries du patrimoine mondial N° 14 et 24 : Archéologie et	Cette assistance est en cours de mise en œuvre par le Saint Vincent National Trust. L'Unité Amérique latine et Caraïbes a conseillé à l'Etat partie d'utiliser les documents et rapports compilés dans la Série du patrimoine mondial consacrée à l'art rupestre (N°14 et 24) pour élaborer le Programme et comme référence pour les experts qui travaillent sur la Liste indicative. Le Centre a reçu des informations concernant la construction

1C. Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, plus équilibrée et plus crédible (Crédibilité)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
			art rupestre dans les Caraïbes)	d'un aéroport sur un site archéologique. L'élaboration de la Liste indicative permettra à l'Etat partie de mettre en place le cadre législatif nécessaire pour protéger le patrimoine et approuver les normes internationales pour sa préservation.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLOBAL	1	<p>La Série du patrimoine mondial N° 27 – « Gestion des villes historiques » a été publiée http://whc.unesco.org/en/series/27/ Elle décrit succinctement la raison d’être et les activités de l’Initiative en faveur des paysages urbains historiques, notamment dix exposés présentés lors de diverses réunions d’experts consacrées au concept de paysage urbain historique.</p>		Articles publiés et largement diffusés en ligne.
		<p>Le Symposium international « Futurs urbains et bien-être des hommes et des écosystèmes », qui s’est tenu à Shanghai, Chine, du 26 au 30 octobre 2010, a adopté la « Déclaration de Shanghai sur les futurs urbains et le bien-être des hommes et des écosystèmes » visant à encourager toutes les parties prenantes concernées à prendre en compte le patrimoine culturel, notamment l’approche de l’UNESCO en matière de paysages historiques et, le cas échéant, la Recommandation de l’UNESCO récemment proposée concernant le paysage urbain historique, afin de</p>	<p>Résolution 15 GA 7 29 COM 5D</p>	

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
		chercher à intégrer la conservation du patrimoine urbain dans les objectifs de développement social et économique durable.		
	3	À la suite de la réunion d'experts qui a eu lieu à Rio de Janeiro (Brésil, 7-11 décembre 2009), de la réunion du sous-groupe de travail spécial sur les <i>Orientations</i> , établi lors de la 34e session (Brasilia, 2010), ainsi que du sous-groupe de travail spécial sur l'approche du paysage urbain historique (UNESCO, 15-16 novembre 2011), les paragraphes 110, 111, 112 et 119 des <i>Orientations</i> ont été modifiés en coopération avec les Organisations consultatives (ICOMOS, ICCROM, UICN).	29 COM 5D	
	4	Une réunion sur « la Protection internationale du paysage » a été organisée à l'UNESCO le 18 avril 2011 (Centre du patrimoine mondial, secteur de la Culture, autorités italiennes) avec des experts de différentes régions du monde et les délégations permanentes pour examiner les instruments juridiques et renforcer la collaboration;		Le Conseil exécutif étudiera la faisabilité d'un nouvel instrument normatif dans le domaine du paysage (186 EX/21).

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	5	Réunion des gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial, Honolulu, Hawaï (États-Unis), 1-3 déc. 2010	29 COM 5B	Première conférence à réunir plus de 75 % de tous les gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial. A permis l'émergence d'une communauté plus forte et mieux informée de gestionnaires des sites marins du patrimoine mondial et a posé les bases d'une approche plus globale du renforcement des capacités et de la formation pour améliorer la conservation. A également servi de plate-forme où, pour la première fois, des alliances et initiatives de coopération sont en cours de constitution. Un compte rendu de la réunion devrait être disponible en mai 2011.
	6	Élaboration d'une feuille de route pour des activités de renforcement des capacités en vue d'améliorer la conservation des sites marins du patrimoine mondial, sur la base d'une enquête informelle effectuée auprès de gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial concernant les principales menaces et difficultés de gestion rencontrées.	29 COM 5B	Le but de l'enquête était de mieux comprendre les principales menaces et difficultés de gestion auxquelles les sites marins du patrimoine mondial sont actuellement confrontés. Les résultats de l'enquête serviront de base à la formulation de consignes et à la façon d'appréhender l'élaboration de nouveaux projets visant à améliorer la conservation des sites marins du patrimoine mondial.
	7	Publication conjointe de l'UICN et du Centre du patrimoine mondial : <i>Plan d'action de Bahreïn pour le patrimoine marin. Identifier les priorités et renforcer le rôle de la Convention du patrimoine mondial dans le Plan global d'action UICN-WCPA pour les aires marines</i>	29 COM 5B	Cette publication résume les résultats de l'atelier conjoint sur la sélection des sites marins du patrimoine mondial et les aires marines protégées dans le Golfe et la mer Rouge, qui s'est tenu du 24 au 26 février 2009

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
		<i>protégées de nos océans et de nos mers.</i>		
	8	Fonds de réponse rapide (RRF) pour lutter contre les menaces immédiates qui peuvent peser sur la valeur universelle exceptionnelle des sites naturels du patrimoine mondial : http://whc.unesco.org/fr/activites/578/	34 COM 5A	Quatre sites du patrimoine mondial bénéficient d'une aide du RRF en Égypte, au Tchad, à Panama et en Côte-d'Ivoire.
	9	Groupe de travail sur le patrimoine mondial intitulé Banque, Exploitation minière, Pétrole & Gaz, s'attachant à clarifier les procédures et à éviter les problèmes futurs de conservation. Financé par des partenaires privés, piloté par l'UICN, avec les conseils techniques du Centre du patrimoine mondial.	34 COM 7C	Le secteur privé finance une étude de référence menée par l'UICN qui permettra de disposer de données générales pour élaborer un plan d'action qui sera soumis pour examen au Comité du patrimoine mondial en 2012.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées	
AFRIQUE	10	Sur l'invitation du gouvernement de la République démocratique du Congo, la réunion de haut niveau demandée par le Comité du patrimoine mondial (Christchurch, 2007) s'est tenue en présence du Directeur général de l'UNESCO et du Premier ministre congolais le 14 janvier 2011 à Kinshasa ; elle concernait l'état de conservation des cinq sites du patrimoine mondial en péril de la République démocratique du Congo.	34 COM 7A.32	<p>A l'issue de la réunion, le Directeur général et le Premier ministre ont signé la Déclaration de Kinshasa par laquelle le gouvernement congolais s'engage à mettre en œuvre le plan d'action stratégique proposé par l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN). Il prévoit notamment de faire appliquer la loi (en particulier les lois relatives à la conservation de la nature et le code de l'exploitation minière), de sécuriser les sites, de renforcer les capacités opérationnelles de l'ICCN, de réduire le braconnage à visée commerciale, de mettre fin à l'exploitation illicite des ressources naturelles et d'intensifier les efforts pour évacuer de façon pacifique les occupants illégaux des aires protégées.</p> <p>La Déclaration de Kinshasa doit être mise en œuvre.</p>
	11	Dans le cadre du projet : « Soutien aux activités de gestion et de conservation dans le Parc national de la Garamba », le gouvernement espagnol a accepté en décembre 2010 de financer la Phase 2 du projet.	31 COM 7A.32 31 COM 7A.6	La Phase 2, qui s'élève à 200 000 €, permettra aux autorités de mettre en œuvre des activités de conservation dans le parc. Celles-ci sont en cours de définition par l'ICCN et le gestionnaire du site. Le projet devrait démarrer en juin 2011.
	12	« Conservation de la biodiversité sur les sites du patrimoine mondial en République démocratique du Congo »	31 COM 7A.32 31 COM 7A.4 31 COM 7A.5	Les plans d'action d'urgence pour le parc national de Kahuzi Biega, la réserve de faune à okapis et le

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	Phase III, financée par le gouvernement belge.	31 COM 7A.8	parc national des Virunga devraient être finalisé et des mesures d'urgences mises en œuvre.
13	Le projet « Niger-Loire: gouvernance et culture », financé par l'Union européenne et soutenu par la Convention France-UNESCO, a été lancé en 2007 au Mali. Il couvre : l'inventaire, la documentation et des études scientifiques sur l'anthropologie de l'eau, le patrimoine lié au fleuve et l'utilisation de l'eau, effectués le long du fleuve Niger en partenariat avec les services du patrimoine malien et français, des universités et instituts de recherche ; programmes de formation et activités éducatives sur la gestion du patrimoine fluvial ; activités pilotes dans des zones riveraines, notamment le bien du patrimoine mondial de Djenné, pour montrer les liens entre culture et développement.		<p>2010 a été une année cruciale dans la vie du projet :</p> <p>400 fiches techniques ont été finalisées et présentées sur mediawiki ; une carte détaillée de Djenné a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion, avec la révision du plan d'aménagement urbain ; parmi les activités de formation/éducation au patrimoine et à l'environnement fluviaux figuraient des ateliers pour les autorités locales sur la gestion de l'eau et des campagnes de sensibilisation des communautés locales aux ressources du fleuve ;</p> <p>4^e édition du master sur la décentralisation et le projet de développement local, de l'Université de Bamako, offrant un module en option sur la gestion et la mise en valeur du patrimoine culturel et un autre sur la gestion de l'environnement et des zones humides.</p> <p>- Cours de formation tout au long de la vie pour 60 techniciens locaux et nationaux sur l'eau, l'environnement et la gouvernance du patrimoine (Mopti, Ségou et Bamako).</p> <p>Construction et renforcement des capacités à Djenné : mise en service du matériel traditionnel de collecte des déchets ; construction en avril 2010</p>

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
				d'un site d'entreposage intermédiaire des déchets, conception d'une décharge permanente. Une centaine d'éboueuses ont reçu une formation pour diversifier leurs sources de revenus et 110 hommes une formation sur la gestion des déchets. Une étude sur les moyens d'améliorer le recouvrement des impôts afin de soutenir la gestion des déchets a également été effectuée. Un centre de teinture artisanale est en cours de construction sur les rives de Bamako afin de garantir de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité aux travailleurs et d'assurer la protection de l'environnement.
	14	Une initiative transversale de l'UNESCO « Fleuves et patrimoine » est en cours d'élaboration sur la base des résultats du projet Niger-Loire et de la réunion du savoir-faire des secteurs de la Culture et de la Science de l'UNESCO, avec le soutien de la Convention France – UNESCO.		Un atelier sur la culture, le développement local et l'autonomisation des communautés locales a été organisé à Saint-Louis, Sénégal (3-5 mars 2011) par la Maison du fleuve Sénégal récemment créée à l'Université Gaston Bergé.
	15	Églises creusées dans le roc de Lalibela (Éthiopie) : projets de conservation (financés par le fonds en dépôt norvégien)	30 COM 7B.40 31 COM 7B.46 32 COM 7B.47 33 COM 7B.43	Poursuite des projets de conservation et de consolidation de l'église Gabriel Rufael ; un appel d'offre international doit être lancé.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	16	Île de Mozambique (Mozambique) : assistance d'urgence pour les travaux de réparation des dégâts causés à la forteresse de Saint-Sébastien par le cyclone de 2008.	Demande d'assistance internationale 33 COM 7B.46	À l'issue d'une mission d'expert de l'ICOMOS sur le site en 2010, l'ICOMOS a approuvé le document technique en janvier 2011 et la stratégie des travaux de conservation préparée par un expert national. La procédure d'appel d'offres pour les travaux peut maintenant être lancée. La coordination et la communication entre les experts participant au processus, géographiquement très distants, pose de grandes difficultés.
	17	Île de Mozambique (Mozambique) : Étude de l'architecture vernaculaire de l'île de Mozambique (financée par le fonds en dépôt flamand)	31 COM 7B.48 32 COM 7B.51 33 COM 7B.46	En même temps que l'inventaire, une étude de l'architecture vernaculaire de l'île à Macuti a été entreprise pour mieux comprendre sa nature et identifier les meilleures approches de conservation en vue d'élaborer le plan de gestion. L'étude a débouché sur un manuel de conservation qui pourra être également utilisé par le Cabinet pour la restauration et conservation de l'île (GACIM).
	18	Île de Mozambique (Mozambique) : inventaire de l'architecture de l'île de Mozambique et création d'une base de données d'inventaire en tant que contribution au plan de gestion (financée par le fonds en dépôt néerlandais – Programme des Villes du patrimoine mondial)	Demande d'assistance internationale 33 COM 7B.46	Un inventaire de l'architecture a été entrepris par une agence d'architecture avec un groupe de 6 étudiants en architecture du Mozambique. Cette activité participe au renforcement des capacités. Cette inventaire a conduit à l'élaboration d'une base de données électronique (sous file maker) qui sera utilisée, complétée et développée par le bureau de conservation du patrimoine mondial de l'île de Mozambique (Gabinete de conservação da Ilha de Moçambique).

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	19	Madagascar, Forêts humides de l'Atsinanana, activités de conservation et de développement intégré, extension potentielle des Forêts humides de l'Atsinanana (financés par la Fondation des Nations Unies (UNF) et la Fondation nordique du patrimoine mondial)	Protocole d'accord entre l'UNESCO et le Programme de petites subventions du FEM (Fonds pour l'environnement mondial) du PNUD	Des activités de conservation et de développement intégré ont été mises en œuvre avec les communautés locales sur des sites potentiels du patrimoine mondial, dans le but de réduire la pauvreté et la pression sur l'environnement, conformément aux OMD. Dans le prolongement de cette initiative, une collaboration opérationnelle locale avec les communautés a été approuvée en février 2011 par le Programme de petites subventions du FEM pour un montant de 50 000 dollars EU.
	20	Patrimoine mondial – Inventaire et état des biens en terre (financés par la Convention France - UNESCO)	Mise en œuvre du programme du patrimoine mondial pour l'architecture de terre (WHEAP) 31 COM 21C 33 COM 5A	Résultats intermédiaires de l'inventaire présentés et publiés en ligne pour mettre à jour les statistiques et analyser les résultats au cours de 2011. Une analyse préliminaire a permis d'identifier les tendances et les besoins de la conservation de l'architecture de terre en termes de gestion, de renforcement des capacités, de besoins de restauration et de sensibilisation.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
21	Projet de conservation pour l'Afrique dans le cadre du Programme du patrimoine mondial pour l'architecture de terre (Financé par le fonds en dépôt italien)	34 COM.7B.47 (Djenné) ; 33 COM.7B.45 34 COM 7B.48 (Tombouctou) ; 33 COM 7B.43 34 COM 7B.44 (Lalibela); 31 COM.21C 33 COM 5A 34 COM 5F.1 (Programme thématique)	La majorité des activités du programme a été mise en œuvre. Il s'agit principalement du démarrage des travaux de réhabilitation de la Maison des jeunes dans les villes anciennes de Djenné (Mali) et de l'organisation d'un atelier régional pour les gestionnaires de sites africains à Djenné (Mali), en coopération avec l'École du patrimoine africain, qui a réuni plus de 30 participants et gestionnaires de sites. Les autres résultats sont notamment l'élaboration de supports pédagogiques pour les instituts de formation régionaux et le Centre de mise en valeur du patrimoine en Afrique (CHDA), une étude sur la conservation urbaine à Lalibela (Éthiopie), l'élaboration de codes de la construction pour Tombouctou et Djenné (Mali), l'organisation d'un atelier pour les guides touristiques locaux parallèlement à l'atelier sur la gestion des sites, un échange entre deux représentants du bien du patrimoine mondial « Les villes anciennes de Djenné » (Mali) et des experts italiens (Université d'Udine en Italie), le lancement d'une étude sur le potentiel économique du bien du patrimoine mondial « Les villes anciennes de Djenné » et la production de documents promotionnels.
22	Plan de conservation et de gestion pour Le Caire historique (Égypte) en cours d'élaboration.	Fonds extrabudgétaires (compte spécial)	Meilleure coordination entre les acteurs locaux et nationaux.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	23	Programme de restauration et de conservation du village de New Gourn, d'Hassan Fathy, à Thèbes et sa nécropole (Égypte).	Fonds extrabudgétaires (compte spécial)	
	24	Restauration des peintures murales de la tombe d'Aménophis III dans la Vallée des Rois, à Thèbes et sa nécropole (Égypte)	Fonds extrabudgétaires (Japon)	Effectuée avec le Bureau de l'UNESCO au Caire.
	22	Restauration de l'église de Saint-Jean Prodromos dans la Vieille ville de Jérusalem	Fonds extrabudgétaires (Fondation Leventis)	
	26	Restauration des façades du quartier chrétien de la Vieille ville de Jérusalem	Fonds extrabudgétaires (Italie)	
	27	Assistance internationale pour effectuer d'urgence la cartographie des risques du Siq de Petra (Jordanie)	Demande de l'Etat partie	Effectuée avec le Bureau de l'UNESCO à Amman.
	28	Assistance internationale pour l'élaboration d'un projet de restauration de la tour stylite d'Um er-Rasas (Jordanie)	Demande de l'État partie	
	29	Assistance internationale pour évaluer l'état de conservation et conseiller sur la méthodologie de restauration des bassins de la ville de Kairouan (Tunisie)	Demande de l'État partie	
	30	Prévention des incendies de forêt dans la Vallée de la Qadisha : l'évaluation du risque doit être intégrée au plan de gestion de la Vallée de la Qadisha (Liban).		Effectuée par le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth dans le cadre d'un contrat avec le Centre mondial de surveillance des incendies, en Allemagne.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
ASIE-PACIFIQUE	31	Des activités ont été prévues dans le cadre du fonds en dépôt UNESCO/Italie et du fonds en dépôt UNESCO/Suisse, afin de renforcer les capacités des responsables/experts nationaux d'Afghanistan.	34 COM 7A.22	Un des programmes de formation a pour but de renforcer la sécurité des monuments et sites importants et de les protéger contre les pillages en formant des experts/gardiens. Deux autres programmes de formation concernent l'utilisation du matériel d'arpentage et la fabrication des tuiles traditionnelles.
	32	Don de 14 000 € au Parc national des Sundarbans (Inde) pour renforcer la conservation du parc (don de Jaeger-LeCoultre dans le cadre d'une vente aux enchères caritative).		Ce don permettra d'améliorer les équipements destinés à la conservation du Parc national des Sundarbans
	33	Dans le cadre du projet de consolidation des monuments de Djam et d'Herat (Afghanistan), financé par le fonds en dépôt UNESCO/Italie, diverses interventions ont été effectuées entre septembre et novembre 2010 pour le cinquième minaret d'Herat.	34 COM 7A.22	Cette activité avait pour but principal d'élaborer les mesures de consolidation à long terme, à savoir : mesure des structures du minaret dans le but d'apporter des améliorations immédiates à son intégrité structurale, surveillance de l'état de conservation du minaret, fouilles archéologiques de ses fondations, étude géophysique à proximité du minaret (forages).
	34	Dans le cadre du projet pour la mise en œuvre de la <i>Convention du patrimoine mondial</i> dans la région Pacifique financé par le fonds en dépôt australien, une étude de faisabilité sur le concept de Centre d'activité du patrimoine du Pacifique a été engagée à partir de décembre 2010.	34 COM 10C	Les services d'assistance technique (2010-2011) de l'ICOMOS Australie pour les Etats parties de la région du Pacifiques sont en cours.
	35	Dans le cadre du projet d'aide aux propositions d'inscription en série de l'art	Fonds en dépôt UNESCO/Nor-	Toutes les informations sur cet atelier, notamment ses Recommandations, sont disponibles en ligne

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
		<p>rupestre d'Asie centrale financé par le fonds en dépôt UNESCO/Norvège, l'UNESCO a organisé son 2nd atelier sous-régional sur la proposition d'inscription au patrimoine mondial de l'art rupestre d'Asie centrale, du 6 au 10 septembre 2010 à Samarkand, Ouzbékistan, en coopération avec l'IICAS (Institut international d'études sur l'Asie centrale). Cet atelier a réuni des experts de cinq États parties d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan), de l'Iran, de la Mongolie et du Pakistan, de l'ICOMOS, ainsi que des représentants de l'UNESCO et des experts internationaux ; ils ont examiné la proposition d'inscrire au patrimoine mondial l'art rupestre d'Asie centrale/la civilisation des steppes.</p>	<p>vège</p>	<p>sur la page : http://www.unesco.org/en/events/700</p>
	<p>36</p>	<p>Un fonds en dépôt UNESCO/Japon pour un projet sur trois ans concernant la « conservation et la gestion de Lumbini, lieu de naissance du Bouddha » a été lancé en août 2010 à Lumbini, au Népal. Il est financé par le fonds en dépôt japonais pour la préservation du patrimoine culturel du monde.</p>	<p>Fonds en dépôt UNESCO/Japon</p>	<p>Une équipe japonaise s'est chargée de faire le point sur l'état actuel du jardin sacré par rapport au concept formulé en janvier 2011 et une équipe de spécialistes de la conservation (parmi lesquels des experts internationaux) a effectué en février 2011 le travail de terrain urgent pour la conservation du bien. Une équipe internationale d'archéologues a effectué des recherches sur place entre décembre 2010 et janvier 2011.</p>

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	37 Face à la situation d'urgence créée par l'inondation qui a frappé le Pakistan, le Centre du patrimoine mondial a envoyé début septembre 2010 une mission dans la province du Sind pour évaluer l'impact des inondations sur les biens du patrimoine mondial. La mission a aidé les autorités nationales à identifier les mesures qui s'imposent pour assurer la conservation et la préservation des biens touchés, notamment les Ruines archéologiques de Moenjo Daro et les Monuments historique de Makli, à Thatta.		Une proposition de projet a été élaborée conjointement par le Centre du patrimoine mondial et la Division des Sciences de l'eau, Secteur de la Science de l'UNESCO, afin d'identifier les éventuelles altérations de la stabilité des digues de Moenjo Daro causées par les inondations. Cette première phase du projet a été préparée avec une aide financière du fonds en dépôt néerlandais. Les résultats de cette activité serviront de base à un projet de grande envergure pour la stabilisation et la poursuite de la mise en valeur du bien.
EUROPE	38 Le Centre a participé à la cérémonie de signature de la « Charte d'engagement sur la gestion des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en France » (20 septembre 2010). http://whc.unesco.org/en/news/662	30 COM 11A.1	La Charte a pour objet de clarifier l'engagement des autorités nationales et locales à l'égard des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial qui n'ont pas de plan de gestion.
AMERIQUE LATINE et CARAÏBES	39 Poursuite de la mise en œuvre du projet sur 3 ans de préservation et de conservation de Tiwanaku et de la pyramide d'Akapana (Bolivie), financé par le fonds en dépôt japonais. Ce projet a démarré en février 2009.	Fonds en dépôt UNESCO/Japon 32 COM 7B.119	En raison de plusieurs changements intervenus dans la structure administrative et institutionnelle du gouvernement bolivien, le projet a été mis en suspens jusqu'à ce que l'État partie garantisse les conditions nécessaires pour poursuivre la mise en œuvre. Une mission de suivi réactif a été effectuée. Une réunion d'experts internationaux pour guider le plan de conservation sera coordonnée par le Centre du patrimoine mondial

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
			en coopération avec les Organisations consultatives et l'État partie.
40	Mise en œuvre de deux demandes d'assistance internationale d'urgence (depuis 2009) pour la remise en état du Centre urbain historique de la ville de Camaguey et de la vallée de Viñales, à Cuba, à la suite des dégâts causés par les cyclones « Gustav » et « Ike ». Cette mise en œuvre a été coordonnée par le Bureau de l'UNESCO à La Havane.	31 COM 7.1 34 COM 7.3	L'État partie a demandé une prorogation du contrat et l'achèvement des travaux est prévu pour décembre 2011. Les leçons tirées de la mise en œuvre de ces demandes serviront d'études de cas pour l'élaboration de futurs plans de préparation aux situations d'urgence.
41	Dans le cadre du programme faisant suite à la demande d'assistance d'urgence (75 000 dollars EU), le suivi de la mission d'expert urgente visant à évaluer les dégâts et le risque structural auquel est exposée la citadelle du Parc national historique - Citadelle, Sans Souci, Ramiers (Haïti) a été poursuivi. Le Centre a organisé une réunion d'experts à Paris (10 octobre 2010) pour entreprendre l'élaboration de stratégies et étudier la préparation du document du projet, conformément à la décision 34 COM 7B.110 du Comité du patrimoine mondial.	Comité international de coordination pour la sauvegarde du patrimoine culturel haïtien (CIC) ; plan d'action pour le rétablissement national et le développement d'Haïti 185 EX/6 Part III; 186 EX/6 Part III	Quatre rapports concernant la conservation de la structure du patrimoine fortifié, l'élaboration de la Déclaration rétrospective de valeur universelle exceptionnelle, l'état de conservation du bien et le rapport concernant la stabilité de la structure et la sensibilisation au risque ont été finalisés et seront inclus dans le plan d'action et le document du projet. Afin de garantir la représentation de l'État partie, la réunion s'est déroulée en présence du Directeur de l'ISPHAN, Haïti. Un projet de document a été soumis à l'Agence espagnole de coopération et de développement (AECID) qui a approuvé une dotation de 275 000 dollars EU pour commencer les plans de conservation et de sensibilisation aux risques. Le rapport technique final est en cours de rédaction. Une mission a été effectuée à Haïti du 15 au 20 mars 2011, dans le but de collaborer avec les autorités nationales et de fournir des fonds pour la préparation de la

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
				Conférence des donateurs pour Haïti (19 avril 2011).
	42	Dans le cadre de la mission d'évaluation (15-18 juillet 2010) pour le Centre historique de Jacmel (Liste indicative), le Centre du patrimoine mondial a poursuivi le travail avec les autorités nationales, des fondations nationales et des agences techniques internationales pour préparer le contexte de coopération dans lequel doit être entrepris l'inventaire des maisons vernaculaires à dentelle de bois de la ville.	Comité international de coordination pour la sauvegarde du patrimoine culturel haïtien (CIC) ; plan d'action pour le rétablissement national et le développement d'Haïti ; 185 EX/6 Part III; 186 EX/6 Part III. Demande urgente	Le fonds en dépôt espagnol pour le patrimoine mondial a alloué une somme de 60 000 dollars EU. La mission à Haïti (15-20 mars 2011) a défini les lignes directrices pour l'élaboration d'un plan d'action pour Jacmel.
	43	Mise à jour de la loi nationale haïtienne relative à la protection du patrimoine conformément aux décisions prises par le CIC d'Haïti et en coordination avec les autorités nationale haïtiennes.	CIC ; plan d'action pour le rétablissement national et le développement d'Haïti ; 185 EX/6 Part III; 186 EX/6 Part III	Une somme supplémentaire de 60 000 dollars EU a été allouée à cette activité par le fonds en dépôt espagnol pour le patrimoine mondial. Des efforts de coordination sont en cours avec les autorités haïtiennes. Des experts en droit ont également été nommés pour apporter leur aide.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	44	<p>Dans le cadre du système d'assistance internationale, une demande urgente a été approuvée pour entreprendre des travaux urgents dans l'église de la Matriz et trois autres édifices de Valparaiso, sérieusement endommagés par le séisme de magnitude 8,8 survenu le 27 février 2010 au Chili.</p>	<p><i>Orientations</i></p> <p>34 COM 15.1</p>	<p>Le Centre du patrimoine mondial et le Chili ont collaboré à la définition des interventions qui s'imposent. Le montant total approuvé par la décision 34 COM 15.1 est de 140 688 dollars EU. La première partie des travaux est en cours de réalisation par le Conseil national des monuments du Chili. Le Centre du patrimoine mondial continue à travailler en coordination avec l'État partie à la préparation d'un plan de gestion des risques dans le cadre de la demande d'assistance internationale.</p>
	45	<p>Dans le cadre du programme d'assistance internationale, une somme de 30 000 dollars EU a été allouée à la Fondation Malpelo (Colombie) pour l'aide urgente à l'établissement d'un système approprié de traitement des déchets et la formation des gardes-côtes dans le domaine de la gestion des déchets, afin de prévenir l'arrivée d'espèces envahissantes dans le Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo (Colombie).</p>	<p>Programme marin</p> <p>30 COM 8B.28</p>	<p>Le processus administratif de mise en œuvre de cette demande est en cours. Il a été recommandé de traiter en priorité la question des espèces envahissantes (marines et terrestres) et d'élaborer une stratégie pour que le protocole final s'appuie sur les meilleures informations disponibles et qu'il soit de nature à changer le comportement des visiteurs, notamment de la marine nationale, à long terme.</p>

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	46	Une demande d'assistance internationale urgente pour un montant de 46 604 dollars EU a été approuvée pour le Parc archéologique et les ruines de Quiriguá (Guatemala). Une clôture de protection sera posée et des activités de nettoyage seront entreprises pour réparer les dégâts causés par la tempête tropicale qui a touché le bien en avril 2010.	Demande urgente	Le processus administratif de mise en œuvre de cette demande est en cours. Le Centre du patrimoine mondial continue de travailler en coopération étroite avec le Bureau de l'UNESCO au Guatemala pour apporter une aide efficace à l'État partie.
	47	Une aide financière (30 000 dollars EU) a été apportée dans le cadre de l'assistance internationale pour la mise à jour du plan de gestion de la presqu'île de Valdés (Argentine).	Demande de l'État partie	Cette aide est actuellement mise en œuvre par le sous-secrétaire au tourisme et aux aires protégées de Chubut, en Argentine. L'État partie a demandé des modifications substantielles du budget ; le Centre du patrimoine mondial coopère et a demandé des informations plus détaillées conformément aux recommandations formulées à l'issue de la mission effectuée en décembre 2009.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	48	Des fonds ont été fournis pour la conservation et la restauration des peintures murales et de la façade en pierre décorée de la Maison du Doyen, à Puebla (Mexique), dans le cadre du programme de demande d'assistance internationale pour la conservation (30 000 dollars EU).	Demande de l'État partie	Le projet a été finalisé et mis en œuvre par l'Institut national d'archéologie et d'histoire (INAH). Un rapport final a été soumis et la cérémonie d'inauguration est en cours de préparation.
	49	Une aide financière (26 285 dollars EU) au titre de l'assistance internationale a été approuvée pour la préservation du Cerro Rico qui domine la ville de Potosi, en Bolivie, inscrite au patrimoine mondial. L'objectif de cette demande d'assistance est la coordination des experts internationaux qualifiés qui travailleront sur le site.	Demande de l'État partie	L'État partie a achevé les études spécialisées qui sont actuellement analysées par le Centre du patrimoine mondial et les Organisations consultatives (tomographie et topographie). En raison de l'effondrement récent du sommet (mi-février 2011), l'État partie a demandé la mise en œuvre de la demande d'assistance internationale et l'envoi d'une mission technique du 25 au 27 mai 2011. Les experts qui doivent effectuer la mission ont également été nommés.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	50	<p>Une aide a été accordée pour la préparation du projet de l'Ancienne cité maya et les forêts tropicales protégées de Calakmul (Mexique). Le projet doit permettre une production agricole forestière non destructive à visée économique avec les communautés locales et autochtones. Il aborde également la mise en œuvre de politiques de développement, la nécessité d'établir des limites de changement acceptable, en tenant compte de l'utilisation à des fins touristiques et de la vulnérabilité des ressources patrimoniales ainsi que des conditions de préservation. Selon le projet, les sites archéologiques peuvent être considérés comme un observatoire et un espace pour le transfert de savoir-faire et l'innovation dans le domaine de la planification du tourisme, conformément aux exigences de conservation intégrée.</p>	<p>33 COM 14.A2 34 COM 5D</p>	<p>Une somme de 70 000 dollars EU a été allouée par l'Agence espagnole pour la coopération internationale et le développement (AECID). Le Centre du patrimoine mondial travaille en coopération étroite avec les responsables de la Commission nationale des aires naturelles protégées (CONANP) et les autorités de Campeche, au Mexique. Le projet est en cours de mise en œuvre.</p>

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
51	<p>Soutien à la mise en œuvre du plan d'intervention d'urgence sur le Sanctuaire historique du Machu Picchu (Pérou) et à l'analyse de l'efficacité du système de gestion actuel afin de préserver les valeurs naturelles et culturelles du Sanctuaire ; création d'un système participatif permettant le dialogue afin de s'attaquer aux conflits sociaux et de réduire les prétentions qui menacent le bien ; contribution aux stratégies de développement durable ainsi qu'à la réglementation et au contrôle du régime actuel de propriété foncière.</p>	<p>31 COM 7B.45 32 COM 7B.44 33 COM 7B.42 34 COM 7B.42</p>	<p>Une somme de 30 000 dollars EU a été fournie par l'Agence espagnole pour la coopération internationale et le développement (AECID) pour l'organisation de la réunion visant à mettre en place une plate-forme nationale/internationale pour l'application du plan d'urgence au Sanctuaire. Le Centre du patrimoine mondial travaille en liaison étroite avec le ministère de la Culture et de l'Environnement du Pérou pour sélectionner les invités et organiser la réunion de Cuzco (15-20 mai 2011).</p>
52	<p>Une demande de fonds pour le projet « Suivi, inscription et mise en valeur du site archéologique de Joya de Cerén (El Salvador) », a été approuvée (25 000 dollars EU) en vertu du mécanisme de conservation et de gestion du programme d'assistance internationale.</p>	<p>Demande de l'État partie</p> <p>Compte rendu de la réunion sous-régionale de Zacatecas.</p>	<p>La nécessité d'une mesure de conservation a été soulevée lors de la réunion sous-régionale sur l'exercice de rapport périodique (septembre 2010). Le groupe thématique sur les sites maya récemment créé coopérera avec des conseillers techniques, car le projet sera une étude de cas pour ces interventions. Le processus administratif pour sa mise en œuvre est en cours.</p>

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	53	Poursuite de la coordination avec le Nicaragua avec une demande d'assistance urgente pour la protection urgente des Ruines de León Viejo (74 962 dollars EU).	Demande de l'État partie	Le Centre du patrimoine mondial travaille en liaison étroite avec l'État partie pour obtenir les informations supplémentaires demandées par le groupe chargé de l'assistance internationale.
	54	Une demande d'assistance internationale pour financer le programme de formation sur la biologie, les pêcheries et la conservation des poissons pélagiques qui vivent dans ou traversent le parc national des îles Cocos (Costa Rica) a été approuvée (19 900 dollars EU) et sera mise en œuvre par l'Area de Conservacion Marina Isla del Coco.	Demande de l'État partie Programme marin	Le processus administratif de mise en œuvre de cette demande est en cours.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	55	Poursuite de la coordination avec la Colombie pour la demande d'assistance urgente (75 000 dollars EU) concernant la consolidation et la protection des murs de l'Albarrada dans le quartier historique de Santa Cruz de Mompox (Colombie).	Demande de l'État partie	Coordination efficace avec l'État partie et les Organisations consultatives qui a permis l'approbation de cette demande d'assistance en un temps record.
	56	Fonds alloués (30 000 dollars EU) par le groupe chargé de l'assistance internationale pour organiser le 32e cours international annuel sur les aires protégées du Centre d'enseignement supérieur et de recherche en agriculture tropicale (CATIES) : Efficacité de la gestion dans le contexte des paysages et de l'évolution mondiale, qui aura lieu du 6 au 30 juin 2011 à Turrialba, au Costa Rica	Demande de l'État partie	Une coopération étroite a été établie pour élargir le but de l'ancienne demande d'assistance et poser les bases de la coopération régionale pour la formation dans le cadre du second cycle de l'exercice de rapport périodique. Une coordination pour l'élaboration de la composante de la demande relative au patrimoine mondial a été établie.

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	<p>57 Dans le cadre du Programme sur le tourisme, le plan pour la zone côtière du Belize a été créé ; il inclut une politique pour étendre de 2 à 20 % les zones de non-prise de poissons au cours de l'année prochaine. Le service de gestion de la zone côtière du Belize (CZM), The Nature Conservancy (TNC) et la Belize Audubon Society (BAS) progressent sur ce plan de gestion de la zone côtière. Ce projet aidera les parties prenantes à s'associer au plan de gestion de la zone côtière. Il aidera aussi à élaborer une offre de formation combinée avec des méthodologies qui pourront être également utilisées pour les gestionnaires des aires protégées du Belize.</p>	<p>34 COM 7A.13</p>	<p>L'inscription sur la Liste du patrimoine mondial en péril a provoqué une réaction rapide du gouvernement du Belize, de la communauté très active des ONG de conservation de l'État partie et des parties prenantes. L'élaboration du plan est en cours et sera achevée dans les 18 prochains mois (d'ici à 2012).</p>
	<p>58 Une aide financière a été fournie dans le cadre d'une demande d'assistance internationale (30 000 dollars EU) pour « l'atténuation des menaces qui pèsent sur la valeur universelle exceptionnelle du Parc national de Los Katíos, en coordination avec les autorités et les communautés locales concernées » (Colombie). Cette demande d'assistance fait partie d'un projet d'environ 115 000 dollars EU qui a d'autres</p>	<p>Demande de l'État partie</p> <p><i>Orientations</i></p>	<p>Le projet est en cours de mise en œuvre, mais pour des raisons de sécurité, une mise en œuvre intégrale n'a pas été possible. Le Centre du patrimoine mondial travaille avec l'État partie à l'élaboration d'une stratégie adaptée pour pouvoir mener à bien le projet.</p>

2C. Activités pour assurer la conservation efficace des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
		composantes axées sur le travail avec les communautés en vue de réduire la pression sur l'exploitation forestière illégale. Les fonds de l'assistance internationale sont demandés principalement pour la construction d'un poste de gardes forestiers dans un endroit stratégique afin de permettre une surveillance étroite de la source d'exploitation forestière illégale.		

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLOBAL	1	<p>Les réactions concernant la version pilote du DVD interactif Le patrimoine mondial aux mains des jeunes (produit en 2010), version multimédia du kit imprimé à l'usage des enseignants, enrichie de vidéos et d'images, sont en cours de compilation afin d'apporter des améliorations et des mises à jour. Le but est de produire la version anglaise finale d'ici le milieu de l'année 2011. La version pilote a été diffusée au sein du Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU), auprès des gestionnaires de sites du patrimoine mondial et d'ONG partenaires qui mènent des activités sur les sites du patrimoine mondial, notamment les Clubs UNESCO, le réseau des Volontaires des Nations Unies ainsi que d'autres acteurs participant à des programmes et activités du Centre du patrimoine mondial, les Commissions nationales, les Délégations permanentes et les Bureaux hors siège de l'UNESCO. Le DVD sera disponible en ligne et comme l'impression est limitée, une procédure pour obtenir une autorisation de reproduction est en cours d'élaboration pour permettre aux États parties de faire des copies pour les éducateurs et les écoles dans leurs pays respectifs.</p>		<p>La parution du DVD offre à l'UNESCO un moyen économique de répondre aux besoins en documentation pédagogique de référence des institutions nationales des États partie qui organisent des activités d'éducation au patrimoine mondial. Trouver des fonds pour financer la production de la version anglaise finalisée et pour produire une version française reste une véritable gageure. Il n'a pas encore été trouvé de ressources extrabudgétaires.</p>

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
2	<p>La traduction et la publication du Kit « Le Patrimoine mondial aux mains des jeunes » dans les langues suivantes ont été entreprises en collaboration avec les Commissions nationales et/ou les Bureaux hors siège de l'UNESCO concernés et en coordination avec le DPI (Département de l'information) : turc (Commission nationale turque), cingalais et tamoul (Commission nationale sri lankaise), croate (Commission nationale croate), adaptation en vietnamien (Commission nationale vietnamienne) et traduction serbe (UNA-Serbie avec le soutien de la Commission nationale serbe). En coordination avec le Bureau de l'UNESCO à Amman, la version arabe actualisée a été publiée en juin 2010 et 1 000 exemplaire ont été distribués aux États parties de la région des pays arabes. Des mises à jour de la version portugaise (pour publication en ligne), amharique (Commission nationale éthiopienne) ainsi qu'un projet d'adaptation africaine « Notre patrimoine africain aux mains des jeunes » (AWHF) ont été diffusés en vue de recueillir des commentaires.</p>		<p>Publier de nouvelles versions dans les langues nationales ne suffit pas : il est de la plus haute importance d'encourager les États parties à présenter cet outil aux utilisateurs, en organisant des activités de renforcement des capacités (formation des enseignants, séminaires, cours de développement des compétences pour les jeunes).</p>
3	<p>Le Concours international de story-boards 2010-2011, Patrimoinito et les aventures du patrimoine mondial, a été lancé en juin 2010. Ce projet vise les élèves du secondaire et les membres des clubs de jeunes auxquels il est demandé de faire appel à leur créativité et à leurs capacités de résolution des problèmes</p>	<p><i>Orientations,</i> chapitre VI</p>	<p>La présentation de cette activité vaut également pour les objectifs « communication » et « renforcement des capacités ». Cette activité suscite l'intérêt des jeunes dans le monde entier. Mais elle suppose des efforts considérables de coordination avec les principaux partenaires et de suivi. Les question d'espace et de logistique</p>

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	<p>pour créer des story-boards sur les quatre thèmes spécifiques du patrimoine mondial et le rôle des communautés, du tourisme durable, du développement durable et de la biodiversité. Le projet est mis en œuvre en collaboration avec toutes les Commissions nationales, les bureaux hors siège, les gestionnaires de sites du patrimoine mondial, les ONG de jeunes et le réSEAU, avec la participation d'ONG organisant des activités liées au patrimoine mondial, telles que les Clubs UNESCO, le réseau des Volontaires des Nations Unies et autres parties prenantes. La mise en œuvre du projet se déroule conformément au calendrier prévu. Les meilleures propositions seront sélectionnées par un jury international. A partir de ces story-boards, des professionnels réaliseront des dessins animés qui seront de nouveaux épisodes de la série « Patrimoinito et les aventures du patrimoine mondial » et qui seront distribués dans le monde entier, dans les écoles et lors d'événements organisés pour les jeunes autour du patrimoine mondial.</p>		<p>continuent de poser des problèmes. La transformation des story-boards en dessins animés est coûteuse, car le prix du marché de ce service est calculé sur la base d'une seconde de film. Les besoins financiers ont été déterminés uniquement pour la production de l'un des 4 thèmes. La poursuite de la recherche de fonds pourrait avoir un impact sur le rythme et la mise en œuvre complète du projet qui courra très probablement au-delà de l'exercice biennal.</p>

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
4	<p>Le Forum international des jeunes Go4BioDiv sur le thème : « Nos trésors sont en danger – Les sites du patrimoine mondial face au changement climatique », organisé en collaboration avec l'agence allemande de coopération technique et de développement (GTZ), la CDB et l'UICN, s'est déroulé du 16 au 29 octobre 2010 au Mont Fuji et à Nagoya, au Japon, en marge de la 10^e Conférence des parties (COP10) à la Convention sur la diversité biologique (CDB).</p>	<p>33 COM 5C 34 COM 5D</p>	<p>Le Forum a réuni 35 jeunes (de 19 à 30 ans, dont 66 % de jeunes femmes) de 23 pays qui ont partagé leurs expériences et discuté des difficultés et menaces auxquelles sont confrontés les sites de leurs pays. Ils ont produit une brochure ainsi que des vidéos de déclarations personnelles et organisé une exposition ainsi que plusieurs animations en marge de la COP10 de la CDG (dont une sur les communautés autochtones). Les résultats sont disponibles en ligne http://www.go4biodiv.org (GTZ/EXB-WHF)</p>
5	<p>Dans le cadre de l'initiative Volontaires du patrimoine mondial : Patrimonto Voluntary Action 2010, organisée en collaboration avec le Comité de coordination du service volontaire international (CCSVI) et des organisations nationales de volontaires, 27 chantiers de travail/intervention de jeunes se sont déroulés entre juin et novembre 2010 dans 16 États parties [Albanie, Arménie, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Malawi, Mexique, Pérou, République de Corée, Togo, Ukraine, Viet Nam et Zambie] ainsi que dans les territoires palestiniens. Les activités ont concerné 16 sites culturels et 11 sites naturels (dont 21 biens inscrits au patrimoine mondial, 4 sur des Listes indicatives et 1 sur la Liste du patrimoine mondial en péril). Un rapport sur les projets de volontaires 2010 est en cours de rédaction en vue d'une publication en ligne.</p>		<p>Au total 367 volontaires internationaux ont participé à des activités de conservation et de préservation, à des campagnes de sensibilisation concernant des sites du patrimoine mondial et à des activités importantes d'information des communautés locales et des jeunes. La majorité des projets a été couverte par les médias (radio, TV, journaux, agences de presse, journaux électroniques, YouTube, Internet). L'activité est efficace et économique : soutien financier et participation active des bénéficiaires et des partenaires, volontaires internationaux et communautés locales, ainsi que des autorités locales, des familles et des individus.</p>

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	6	La campagne Volontaires du patrimoine mondial 2011 (4 ^e édition) a été lancée fin décembre 2010. Trente projets d'action ont été sélectionnés pour cette campagne qui sera menée entre mars et octobre 2011.	<i>Orientations,</i> chapitre VI	
	7	18-19 décembre 2010, Bahreïn : première réunion de coordination de tous les Centres du patrimoine mondial de catégorie II (C2C)	34 COM 9C	Les résultats sont présentés dans le document WHC-11/35 COM/6, avec un lien vers le compte rendu.
AFRIQUE	8	« Cahier junior Saint-Louis du Sénégal » – Manuel à l'usage des enfants.		Initiative de sensibilisation de la municipalité de Saint-Louis qui prend la forme d'une brochure pour les enfants écrite en wolof et en français, en partenariat avec Lille Métropole Communauté urbaine et la municipalité de Lille et l'École d'architecture de Lille (France) dans le cadre de la Convention France-UNESCO.
	9	Élaboration du plan de gestion pour Lalibela (Éthiopie).	30 COM 7B.40 31 COM 7B.46 32 COM 7B.47 33 COM 7B.43	La première réunion du Comité technique chargé de rédiger un projet de plan de gestion du bien du patrimoine mondial de Lalibela a eu lieu en janvier 2011 ; deux autres réunions sont prévues pour mars et avril 2011. Un atelier sur la gestion des sites s'est tenu à Lalibela (Éthiopie) du 6 au 8 juillet 2010. Un atelier de formation pour 20 guides touristiques a eu lieu du 14 au 25 juin 2010.

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	10	Un projet financé par l'Union européenne sur le thème « Patrimoine culturel et développement local » est en cours de mise en œuvre avec le soutien de la Convention France-UNESCO. Ce programme sur le renforcement des capacités des autorités locales (maires, décideurs, techniciens et gestionnaires de sites) associe des villes du patrimoine d'Afrique occidentale (Bénin, Cap Vert, Maroc, Mauritanie et Sénégal) en mettant l'accent sur les biens du patrimoine mondial.		2 ateliers de formation sur le patrimoine et le développement ont eu lieu au Mali (octobre 2010) et en Mauritanie (avril 2011). Ces modules de formation d'une semaine ont réuni 40 élus et agents techniques de villes du patrimoine maliennes et mauritaniennes.
	11	Réunion d'experts sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial, à Dakar, au Sénégal (financée par le fonds en dépôt australien)	33 COM 14A.2 34 COM 10D	Les tendances/thèmes pour les rapports sur l'état de conservation ont été identifiés, le partage d'informations sur l'approche des problèmes courants a été facilité, les aspects que le Comité du patrimoine mondial doit prendre en compte dans ses politiques pour faire face aux menaces courantes ont été identifiés.
ÉTATS ARABES	12	Dans le prolongement du second cycle de rapports périodiques, organisation d'une réunion régionale pour l'élaboration du Programme régional.	34 COM 10A	Élaboration d'une série de plans d'action sous-régionaux qui constitueront le Programme régional
	13	Formation pratique sur l'utilisation du Manuel de réhabilitation de l'habitat dans le cadre de la restauration de façades du quartier chrétien de la Vieille ville de Jérusalem.		Projet extrabudgétaire (Italie)
	14	Création d'un Institut de préservation du patrimoine architectural à Jérusalem.		Projet financé par l'UE en partenariat avec the Welfare Association

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	15	Conseils pour l'élaboration d'un dossier de proposition d'inscription du Village de perliculture d'Al-Zubarah, au Qatar.		AWHF
	16	Atelier de formation à Oman sur le développement du tourisme sur les sites du patrimoine mondial, dans les réserves de biosphère et les géoparcs.		Projet extrabudgétaire (Pays-Bas)
	17	Action de renforcement des capacités menée par l'AWHF dans les pays arabophones d'Afrique pour la préparation des dossiers de propositions d'inscription.		Effectuée par le Bureau de l'UNESCO à Doha
	18	Programme de formation sur la conservation et la gestion du patrimoine pour les professionnels de la conservation yéménites.		Effectué par le Bureau de l'UNESCO à Doha
ASIE PACIFIQUE	19	Dans le cadre du fonds en dépôt UNESCO/République de Corée pour la préservation des Tombes de Koguryo, deux chantiers de conservation des peintures murales de la tombe de Susan-ri ont été menés en juin et novembre 2010, y compris les interventions sur la structure nécessaires pour empêcher les infiltrations d'eau (Protection de l'Ensemble des tombes de Koguryo, inscrit au patrimoine mondial).	Fonds en dépôt UNESCO/République de Corée	A inclus une formation sur le tas de renforcement des capacités pour les responsables de la RPDC concernés.
	20	Dans le cadre du projet du fonds en dépôt UNESCO/Suisse pour la Consolidation du minaret de Djam (Afghanistan) inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, achèvement en juin 2010 des documents suivants, sur la base d'une analyse de l'étude géophysique du minaret de	Fonds en dépôt UNESCO/Suisse	A permis une formation sur le tas de renforcement des capacités pour les responsables afghans concernés.

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	Djam effectuée en mai 2010 : établissement d'une topographie détaillée de la région de Djam et production de la documentation complète sur la surveillance de l'inclinaison du minaret.		
21	Un projet sur trois ans du fonds en dépôt UNESCO/Japon pour la « Conservation et la gestion de Lumbini, lieu de naissance du Bouddha » a été lancé à Lumbini (Népal) en août 2010. Il est financé par le fonds en dépôt japonais pour la préservation du patrimoine culturel mondial. Une équipe internationale d'archéologues (pour la plupart du Royaume-Uni) a effectué des recherches sur place entre décembre 2010 et janvier 2011.	Fonds en dépôt UNESCO/Japon	Une équipe japonaise a examiné l'état actuel du Jardin sacré par rapport au concept formulé par Kenzo Tange en janvier 2011, et une équipe de spécialistes de la conservation (parmi lesquels des experts internationaux d'Italie) a effectué sur le terrain en février 2011 les tâches de conservation urgentes.
22	En 2010, dans le cadre de la phase III du projet du fonds en dépôt japonais pour Bamiyan et parallèlement à la Conférence internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel de l'Afghanistan (Kaboul, octobre 2010), l'UNESCO a organisé 8 missions internationales en Afghanistan. Par ailleurs, une mission conjointe UNESCO/ICCROM sur le site du paysage culturel et des vestiges archéologiques de la Vallée de Bamiyan a été effectuée du 20 au 26 novembre 2010, comme l'avait demandé la 34 ^e session du Comité du patrimoine mondial (Brasilia, juillet 2010).	Fonds en dépôt japonais	Les 8 missions internationales en Afghanistan ont consisté à aider les institutions afghanes compétentes à mieux assurer la préservation du paysage culturel de Bamiyan. La mission conjointe a réussi à évaluer l'état de conservation du bien du patrimoine mondial et à formuler des recommandations/conseils sur les mesures prioritaires à prendre et les options possibles pour la stabilisation et l'interprétation futures des niches des Bouddha géants en particulier.

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	23	Dans le cadre du fonds en dépôt espagnol, un atelier international sur l'élaboration d'un plan de gestion pour Samarkand a été organisé en octobre 2010 et a permis à des gestionnaires de sites de Samarkand et d'autres biens du patrimoine mondial d'Ouzbékistan de se réunir et de discuter de l'élaboration d'un plan de gestion.	Fonds en dépôt espagnol	Un plan d'action a été adopté.
	24	Pour la 2 ^{de} année, un programme de développement des compétences professionnelles à l'intention des gestionnaires de sites naturels du patrimoine mondial a été mis en œuvre en Malaisie, attirant des participants de 6 autres sites du patrimoine mondial de la région. Il a été mis en œuvre dans le cadre d'un protocole d'accord avec Earthwatch, avec la participation de professionnels de la gestion de Shell.	Protocole d'accord avec Earthwatch	Les gestionnaires de 9 biens du patrimoine mondial de la région ont à ce jour participé à ce stage de formation intensif d'une semaine et ont bénéficié d'une année de tutorat complémentaire assuré par des experts en gestion de Shell. Les difficultés rencontrées sont liées aux capacités de mise en œuvre du suivi et à la connaissance de l'anglais relativement limitée des participants potentiels.
	25	Le Centre du patrimoine mondial a contribué à l'organisation de l'atelier sur la rédaction de Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle pour la sous-région des pays nordiques et baltes , dans le cadre du second cycle d'exercice de rapport périodique (Tallinn, Estonie, octobre 2010). L'atelier était organisé par la Fondation nordique du patrimoine mondial et la Commission nationale estonienne. http://www.nwhf.no/index.cfm?oa=content.display&con=473	34 COM 10B.3	Huit modèles de Déclaration de valeur universelle exceptionnelle ont été rédigés ; du matériel didactique a été mise en ligne.

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
26	Le Segundo Foro Juvenil Iberoamericano del Patrimonio Mundial s'est tenu du 20 au 30 juin 2010 à Aranjuez, en Espagne, avec pour thème principal le paysage culturel et le tourisme culturel durable. Cette activité a réuni 46 jeunes âgés de 12 à 15 ans (54 % d'élèves de sexe féminin), venus de sites spécifiques du patrimoine mondial de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de Cuba, de l'Espagne, du Mexique, du Pérou, du Portugal et du Venezuela.		Les résultats (documentation, vidéo, guide, « foropedia ») sont disponibles en ligne : http://www.patrimoniojoven.com/ (ministère espagnol de la Culture/WHF). Devant le succès de cette activité, l'État partie a pris des mesures pour continuer cette initiative, organiser une 3 ^e édition en 2011 et maintenir le site Internet du projet. Les autres initiatives suscitées par le Forum sont notamment le stand Patrimonto Joven (Art et patrimoine) au Salon du patrimoine à Valladolid, en Espagne en décembre 2010.
27	Le Centre du patrimoine mondial a participé à la conférence internationale intitulée « Le statut de patrimoine mondial – Des débouchés économiques pour les destinations touristiques - le cas de la Vallée du Douro, au Portugal » (Porto, Portugal, juin 2010) http://www.discoverdourovalley.com/conference.php	30 COM 11A.1 Plan d'action stratégique	Capacités renforcées en matière de gestion du patrimoine mondial ; promotion du patrimoine mondial au niveau international et coopération renforcée avec le secteur du tourisme.
28	Le Centre du patrimoine mondial a participé au Programme Universités sur le thème Gestion du patrimoine culturel et développement durable à l'Institut d'études sociales et européennes (ISES), (Koszeg, Hongrie, juin 2010). http://ises.hu/programmes/cultural-heritage-management	30 COM.11A.1 Plan d'action stratégique	Capacités renforcées en matière de gestion du patrimoine mondial ; coopération avec les universités renforcée et programmes de recherches spécifiques ; demande de chaire de l'UNESCO en cours de préparation.

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	29	Le Centre du patrimoine mondial a participé au programme de Masters du University College Dublin (UCD) (Dublin, Irlande, septembre 2010) http://www.ucd.ie/heritage/masters.html	30 COM 11A.1 Plan d'action stratégique	Capacités renforcées en matière de gestion du patrimoine mondial ; coopération avec les universités renforcée ; suivi de l'état de conservation du coude de la Boyne inscrit au patrimoine mondial.
	30	Le Centre du patrimoine mondial a engagé la mise en place d'une coopération avec l'Université de Stanford (États-Unis) et a fait des conférences au Stanford Archaeology Centre (novembre 2010) https://www.stanford.edu/dept/archaeology/cgi-bin/drupal/	30 COM 11A.1 Plan d'action stratégique	Capacités renforcées en matière de gestion du patrimoine mondial ; coopération renforcée avec les universités.
	31	Les préparatifs sont en cours avec les Commissions nationales slovène et croate comme principaux partenaires pour l'organisation du Premier forum des jeunes d'Europe du Sud-Est sur le patrimoine mondial : le rôle de l'éducation au patrimoine mondial dans le dialogue entre les cultures. Le Forum devrait se dérouler du 23 au 27 mai 2011 avec la participation de jeunes et de pédagogues/spécialistes en didactique de 11 pays d'Europe du Sud-Est comme public cible.	Demande des États parties	

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	32	La réunion préparatoire pour l'exercice de rapports périodiques de la sous-région de l'Amérique du Sud s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil (7-11 décembre 2010).	28 COM 16 7 EXT COM 5E 29 COM 5 31COM 11D.1 paragraphe 7	120 participants de 10 États parties y compris les points focaux nationaux, des gestionnaires de sites, l'administration brésilienne responsable de la protection du patrimoine, l'Institut national du patrimoine historique et artistique (IPHAN) et l'Institut international et social Chico Mendes, des représentants du Centre de catégorie 2 (C2C) de Rio de Janeiro et des Organisations consultatives (UICN, ICOMOS et ICCROM) y ont assisté. La réunion a été organisée en coordination étroite avec les autorités brésiliennes, le C2C de Rio de Janeiro et le Bureau de l'UNESCO à Brasilia. 98 % du nombre total de Déclarations rétrospectives de Valeur universelle exceptionnelle ont été soumis pour cette sous-région (39 déclarations)
	33	La réunion préparatoire pour les Caraïbes est prévue du 4 au 8 avril 2011 à la Barbade. Outre l'exercice de rapport périodique, figurera à l'ordre du jour de la réunion le programme pour les Petits États insulaires en développement (PEID), l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'action 2004 – 2014 pour les Caraïbes et l'étude de faisabilité pour la création d'un Fonds du patrimoine mondial pour les Caraïbes.	28 COM 16 7 EXT.COM 5E 29 COM 5 31COM 11D.1 paragraphe 7 Programme des PEID	Participation de divers points focaux nationaux, de représentants de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), de gestionnaires de biens inscrits au patrimoine mondial, d'experts nationaux et internationaux, des Organisations consultatives de la <i>Convention du patrimoine mondial</i> et de des bureaux hors siège de l'UNESCO. Des fonds ont été mobilisés pour la réunion ; ils sont fournis par le Fonds du patrimoine mondial au titre du mécanisme d'assistance internationale, par le budget ordinaire du programme, par le fonds en dépôt espagnol et le fonds en dépôt néerlandais et par le gouvernement de l'Andorre. 88 % du nombre

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
			total de Déclarations rétrospectives de Valeur universelle exceptionnelle ont été soumis pour cette sous-région (14 déclarations). Ces recommandations ont été adoptées à la réunion des PEID et le rapport final est en cours de finalisation.
34	Dans le cadre du Programme de renforcement des capacités dans les Caraïbes (Caribbean Capacity Building Programme -- CCBP) formation sur la mise en œuvre de la Convention <i>du patrimoine mondial</i> dans les Caraïbes, La Havane, Cuba (15-17 septembre 2010)		
35	Le second cycle de réunions sous-régionales prévues au Pérou, au Costa Rica et en République dominicaine devrait débuter après le lancement de l'exercice de rapport périodique à la 35e Session du Comité du patrimoine mondial (Paris, 2011).	28 COM 16 WHC-04/7 EXT.COM 5E 29 COM 5 31 COM 11D.1, paragraphe 7	Les bureaux hors siège de l'UNESCO de la région ont prévu des fonds dans leurs budgets pour l'organisation de ces réunions. L'Unité Amérique latine et Caraïbes du Centre du patrimoine mondial travaille en liaison étroite avec eux dans le cadre du 35/C5.
36	Une aide financière (30 000 dollars EU) a été apportée dans le cadre du programme de conservation et de gestion du mécanisme d'assistance internationale pour l'amélioration de la gestion du quartier historique de Colonia del Sacramento (Uruguay).	26 COM 21 (b) 71 27 COM 7B.101 28 COM 15B.105 29 COM 7B.99 32 COM 7B.128 33 COM 7B.146	Cette activité est en cours de mise en œuvre par le <i>Consejo Ejecutivo Honorario de las Obras de Preservación y Reconstrucción de la Antigua Colonia del Sacramento</i> . La participation d'un expert à l'élaboration des plans de gestion participative a été recommandée par le Centre du patrimoine mondial et financée par le fonds en dépôt espagnol pour le patrimoine mondial.

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
37	Dans le cadre de l'exercice de rapport périodique, une première réunion d'experts juridiques sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial pour l'Amérique latine et les Caraïbes est prévue à Montevideo, en Uruguay du 25 au 27 avril 2011.	Proposé par l'Uruguay (Brasilia, 2010) ; demandé lors des réunions à Zacatecas, Rio de Janeiro et la Barbade.	En étroite coordination avec l'État partie et le bureau de l'UNESCO à Montevideo, la réunion sera financée par le fonds en dépôt espagnol pour le patrimoine mondial et comptera avec la présence de représentants de tous les États parties de la région.
38	Une réunion pour assurer le suivi de la préparation de la seconde édition de la série « Indicateurs durables pour les biens urbains du patrimoine mondial » s'est tenue les 6 et 7 octobre 2010.	33.COM.7.1 34.COM.7.1	Au total 10 experts y ont assisté et la feuille de route pour le second volume de la série Patrimoine mondial urbain et développement durable a été finalisée. Le Centre du patrimoine mondial et l' <i>Instituto Andaluz de Patrimonio</i> (Institut andalous du patrimoine) ont travaillé en liaison étroite et l'édition paraîtra en avril 2011.
39	Le projet conjoint Fondation des Nations Unies (UNF) – The Nature Conservancy (TNC) – Centre du patrimoine mondial intitulé « Promouvoir la conservation par le développement d'un tourisme local durable sur les sites du patrimoine mondial : évaluations basées sur la demande et engagement du secteur privé » a produit un plan participatif de ressources publiques et d'utilisation des monuments naturels de Half Moon Caye et Blue Hole (Belize). Il s'agit de deux composantes du Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize inscrit au patrimoine mondial.	34 COM 7A.13	Le plan qui a été produit comprend une étude sur les limites de changement acceptables et un plan financier. Le plan a commencé par un atelier régional de formation sur la planification de l'utilisation par le public. Parmi les participants figuraient The Nature Conservancy (Belize, Mexique et World Wide Office), la Belize Audubon Society, Amigos de Sian Kaan et la Commission nationale des aires naturelles protégées (Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas -- CONANP). Il manque encore des fonds pour que la planification puisse entrer dans sa phase de mise en œuvre proprement dite.

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	40	Afin d'élargir le travail de The Nature Conservancy (TNC) au Belize, l'Institut et service de gestion de la zone côtière (CZM) a reçu des fonds pour organiser à l'intention de son personnel des stages de formation en petits groupes sur l'utilisation des sites par le public.	34 COM 7A.13	Réunion de haut niveau de deux jours sur l'utilisation des sites par le public et les méthodologies de planification correspondantes pour les décideurs du Belize et le personnel chargé de la gestion des aires protégées : élaboration d'un programme de radio et de télévision présentant les recommandations des réunions susmentionnées en relation avec les efforts de conservation sur le site du patrimoine mondial du Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize. Ces mesures ont été prises en 2010 et font partie des efforts positifs du Belize pour régler le problème de l'inscription du site sur la Liste du patrimoine mondial en péril.
	41	En coordination avec l'IPHAN - Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional (Brésil) et le Bureau brésilien, le Forum des jeunes sur le patrimoine mondial 2010 s'est déroulé du 16 au 25 juillet 2010 à Brasilia, en même temps que la 34e session du Comité du patrimoine mondial. Les thèmes abordés étaient le patrimoine colonial, moderne et naturel. L'activité a réuni 46 jeunes participants (de 18 à 24 ans) de pays hispanophones et lusophones. Elle a débouché sur la création d'un forum sur Internet, la visite de biens du patrimoine mondial par les participants, la réalisation d'une vidéo et une déclaration des jeunes lors de la cérémonie d'ouverture de la session du Comité du patrimoine mondial, la création d'un réseau pour		L'organisation de forums de jeunes en même temps que les sessions du patrimoine mondial devrait se poursuivre. L'expérience et les résultats des 6 dernières années devraient être évalués en vue d'élaborer des mécanismes pour une participation constructive des jeunes à la mise en œuvre de la <i>Convention</i> et la prise en compte des préoccupations des jeunes dans la politique et les actions du Comité.

3C. Activités pour promouvoir l'élaboration de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
		permettre les échanges entre jeunes, soutenir des actions et proposer des projets en faveur du patrimoine, dont le meilleur a reçu le prix international Christina Cameron/Hostelling. Les résultats peuvent être consultés en ligne : http://www.patrimoniojovem.com.br/		

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication				
RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLOBAL	1	<p>Dans le cadre de la série des Manuels de référence pour le patrimoine mondial, 4 titres sont en cours de production : Gérer les risques de catastrophes pour le patrimoine mondial, Etablir une proposition d'inscription au patrimoine mondial, Gérer le patrimoine mondial culturel et Gérer le patrimoine mondial naturel.</p> <p>Les principaux partenaires du Centre du patrimoine mondial sont les Organisations consultatives en tant qu'auteurs des manuels. Le Comité éditorial de la série prend toutes les décisions requises.</p>	<p>30 COM 6 30 COM 15.2 31 COM 21B 32 COM 18 33 COM 10B 34 COM 7.3</p>	<p>La présentation de cette activité est également valable pour les objectifs « renforcement des capacités » et « communication ».</p> <p>1- Le premier manuel, <i>Gérer les risques de catastrophes pour le patrimoine mondial</i>, réalisé en collaboration avec l'ICCROM, a été publié en ligne en juin 2010 en français et en anglais, sous forme de fichier PDF interactif. Le Centre du patrimoine mondial est à la recherche de fonds pour le traduire dans les autres langues requises.</p> <p>2- Le deuxième manuel, <i>Etablir une proposition d'inscription au patrimoine mondial</i>, réalisé en collaboration avec l'ICOMOS et l'UICN pour l'édition 2010, a été publié en ligne en mars 2011, en français et en anglais, sous forme de fichier PDF interactif. A la suite de la révision des <i>Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention</i> du patrimoine mondial, une seconde édition est prévue pour l'automne 2011. La recherche de fonds pour la traduction est en cours.</p> <p>3- Les versions préliminaires des manuels <i>Gérer le patrimoine mondial culturel</i>, en collaboration avec l'ICCROM, et <i>Gérer le patrimoine mondial naturel</i>, en collaboration avec l'UICN, ont été reçues et les étapes de préparation en vue de leur publication ont commencé au niveau du Centre du patrimoine mondial. La parution est prévue fin 2011, début 2012.</p>

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication				
RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
				Le processus de publication de chaque manuel est long, mais le résultat s'inscrit dans la durée et le format PDF permet une large diffusion. Des commentaires ont été reçus sur la nécessité de traduire les manuels dans toutes les langues officielles et d'en imprimer certains. Il est donc important de trouver des fonds pour donner suite à ces suggestions.
	2	Le rapport du programme Volontaires du patrimoine mondial (World Heritage Volunteers 2008-2009 Report) sur les 23 projets menés en 2008 et 2009 a été publié en juillet 2010.		300 exemplaires ont été diffusés à des organisations locales de jeunes et à des partenaires locaux. Le rapport est maintenant disponible en ligne : http://whc.unesco.org/uploads/activities/documents/activity-620-3.pdf
	3	Début mars 2011, les numéros suivants de la <i>Revue du Patrimoine mondial</i> (trimestrielle) avaient été publiés en anglais, en français et en espagnol : numéro 56 (Année internationale de la biodiversité), 57 (Patrimoine mondial au Brésil) et 58 (Tourisme durable). Sont actuellement en cours de préparation les numéros 59 consacré à l'eau et 60 (Le patrimoine mondial au Bahreïn, à Oman et en Arabie saoudite). Le numéro 57, publié à l'occasion de la 34e session du Comité du patrimoine mondial à Brasilia, a été également publié en portugais.		Le numéro 57 a été imprimé en Europe pour diffusion en Europe et dans le monde entier, et au Brésil pour diffusion lors de la 34e session du Comité du patrimoine mondial. Depuis le numéro 56, la revue est produite avec un nouveau co-éditeur, PFD Publications, Ltd. La transition s'est faite facilement. Des efforts sont faits pour améliorer la diffusion et augmenter les abonnements. La revue est diffusée au format électronique à environ 70 000 membres de la base de données du site Internet du Centre du patrimoine mondial.

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	4	Réalisation d'une vidéo promotionnelle sur la force de la <i>Convention du patrimoine mondial</i> pour la conservation des aires marines ayant une valeur universelle exceptionnelle et sur les menaces qui pèsent sur les sites marins actuellement inscrits au patrimoine mondial.		La vidéo permet de mieux comprendre la force et le potentiel de la <i>Convention du patrimoine mondial</i> pour la conservation des aires marines ayant une valeur universelle exceptionnelle.
	5	Lancement de pages sur Twitter, Facebook et YouTube pour élargir la diffusion d'informations sur les sites marins du patrimoine mondial		Les pages sur Facebook, Twitter et YouTube accroissent la visibilité auprès d'un public essentiellement jeune.
	6	Organisation d'une exposition sur le patrimoine mondial marin au pavillon des Nations Unies lors de l'Exposition universelle 2010 de Shanghai, Chine (7 septembre 2010).		Présentation et promotion des sites marins du patrimoine mondial à quelque 50 000 visiteurs (selon les estimations).
	7	Publication de la première lettre d'information annuelle sur les activités menées dans le cadre du programme marin du patrimoine mondial.		Cette publication annuelle améliore la communication et la diffusion des connaissances sur le patrimoine mondial marin auprès de la communauté océanique et au-delà. Avec d'autres initiatives de communication, cet effort soutient l'établissement de partenariats plus solides pour conserver le patrimoine mondial marin.
	8	Publication de 8 articles pleine page sur les sites marins du patrimoine mondial dans les éditions papier de l'International Herald Tribune, accompagnés de courtes vidéos de synthèse dans l'édition mondiale en ligne du New York Times. Cette campagne média s'inscrit dans le partenariat fructueux, baptisé Tides of Time, conclu entre le Centre du patrimoine mondial, Jaeger-LeCoultre et l'International Herald Tribune		Cette campagne média, qui rencontre un grand succès, accroît considérablement la communication concernant les sites marins du patrimoine mondial et leur visibilité auprès du grand public à l'échelle mondiale.

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	9	Le numéro 27 de la Série du patrimoine mondial, <i>Gérer les villes historiques</i> , a été publié en septembre 2010 en édition bilingue anglais-français.	Mise en œuvre du Programme des Villes du patrimoine mondial	La publication (en français et en anglais) en édition bilingue en un volume, avec le soutien du fonds en dépôts néerlandais et de la Convention France-UNESCO, a accusé du retard à cause de la traduction d'anglais en français insatisfaisante. La publication a bénéficié d'une large diffusion. Elle a été imprimée en 1 500 exemplaires dont 50 % ont été distribués. A la suite de l'annonce en ligne de sa parution, le Centre a reçu une multitude de demandes d'exemplaires papier. Le volume a été bien accueilli.
	10	L'agenda de bureau 2011 du patrimoine mondial de l'UNESCO a été publié et imprimé en 4 000 exemplaires, pour la vente et la distribution à titre gracieux en nombre restreint.	<i>Orientations</i> , chapitre VI	Sur les 4 000 exemplaires imprimés, au total 1 693 exemplaires avaient été vendus au début du mois de mars. Le Centre du patrimoine mondial a en outre distribué gratuitement 1 000 exemplaires aux gestionnaires de sites, aux autorités nationales et aux partenaires.
	11	Le bulletin d'information électronique La Lettre du patrimoine mondial a été envoyé en octobre 2010 et février 2011 en français ou en anglais à 70 000 membres inscrits sur le site Internet du Centre du patrimoine mondial. Il a annoncé la parution de la version électronique du numéro 56 de la Revue du patrimoine mondial sur la biodiversité et du numéro 58 sur le tourisme durable. Il permet au lecteur de consulter en ligne toutes les éditions en anglais, français et espagnol. Il lui donne également la	<i>Orientations</i> , chapitre VI	Pour la première fois, les lecteurs ont pu consulter en ligne la totalité de l'édition de la revue du patrimoine mondial en anglais, en français et en espagnol. La diffusion en ligne est un excellent moyen de toucher un large public ; parallèlement, et selon les premières données disponibles, elle devrait également faire monter le nombre d'abonnements.

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	possibilité de s'abonner à la version papier de la revue.		
12	Une seconde édition de l'ouvrage Le patrimoine mondial de l'UNESCO (<i>The World's Heritage</i>) , co-édité par l'UNESCO et Harper Collins UK, est en cours de préparation. Le contenu a été cédé contre licence à des éditeurs locaux pour les éditions en néerlandais, français, hongrois et espagnol.	<i>Orientations</i> , chapitre VI	Depuis son lancement en 2009, l'ouvrage a été tiré en 8 langues à 213 700 exemplaires. Il s'agit d'une co-édition des Editions UNESCO et Harper Collins. Une application Internet permettant de télécharger le contenu du livre sur un iPhone/iPad a été en outre lancée le 31 décembre 2010. Depuis, on a comptabilisé 756 téléchargements. La finalisation des conditions contractuelles est un processus long qui a besoin d'être amélioré. Il faut également intensifier les efforts dans le domaine du marketing. Une 2 nd e édition sera préparée avec les nouveaux sites inscrits à la 35e session du Comité. On estime que 75-80 % du nombre total d'exemplaires imprimés ont été vendus à des détaillants et que 50-60 % ont déjà été vendus au grand public.
13	La Carte du patrimoine mondial 2010-2011 a été produite en 100 000 exemplaires en anglais, en français et en espagnol, avec le soutien du ministère de la Culture du Bahreïn et de la Fondation des Nations Unies et en collaboration avec National Geographic Maps. Les cartes sont distribuées par l'intermédiaire des Commissions nationales et des bureaux hors	<i>Orientations</i> , chapitre VI	La recherche de moyens durables de financer cette publication annuelle – qui est l'un des principaux produits d'information du Centre du patrimoine mondial – se poursuit.

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	siège de l' UNESCO, mais aussi en ligne conformément à une politique de recouvrement des coûts postaux. Une version de la carte en arabe est en cours de production en vue de la distribution de 20 000 exemplaires à la 35e session du Comité du patrimoine mondial.		
14	Une bande dessinée sur le patrimoine mondial intitulée <i>L'affaire du patrimoine mondial disparu</i> est en cours de production. Elle fait partie d'une collection co-éditée par l'UNESCO et Edge Group (Royaume-Uni). Elle sera bientôt également disponible en ligne sur le site Internet du Centre du patrimoine mondial.	<i>Orientations,</i> chapitre VI	
15	3 527 925 pages vues (+11 %) et 810 684 visites sur le site Internet du Centre du patrimoine mondial en 2010 (+12 % par rapport à 2009).		Visibilité et crédibilité accrues
16	5 857 nouveaux membres ont se sont inscrits en ligne sur la base de données du Centre du patrimoine mondial depuis mars 2010, pour un total de 80 247 membres		
17	Diverses rubriques du site Internet du Centre du patrimoine mondial ont fait l'objet de mises à jour et de modifications, notamment : l'Actualité, les Réservations, les sites du patrimoine mondial, les documents et décisions du Comité, les Activités, les Outils de Groupes, la Liste, les cartes, le moteur de recherche, les banques d'images et de photos.		Une plus grande facilité de lecture et d'utilisation des résultats du site Internet se traduit par une crédibilité plus grande et aide toutes les parties prenantes de la <i>Convention</i> .

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	18	Contenu du site Internet enrichi : descriptions longues des sites, descriptions des sites historiques, 831 vidéos sur les sites dans 5 langues, photos des sites, documents d'archives.		Manipulation efficace des données. Plus de contenu utilisable par un large public.
	19	La nouvelle charte graphique de l'UNESCO a été lancée sur le site Internet du Centre du patrimoine mondial en décembre 2010.		Renforce l'identité de l'UNESCO et améliore les échanges intersectoriels.
	20	Des mises à jour, amendements et ajouts ont été apportés à la base de données de l'Assistance internationale , tels que des statistiques complémentaires et l'analyse automatique, les archives des demandes d'assistance internationale ont été examinées et contrôlées.		Les demandes sont faites via Internet par les États parties. Les demandes d'assistance internationale sont accessibles aux Organisations consultatives et aux États parties.
	21	Des mises à jour, amendements et ajouts ont été apportés au questionnaire en ligne de l'exercice de rapport périodique , tels que des statistiques et l'analyse, les performances, l'exportation et le téléchargement de fichiers.		
	22	Mise en œuvre technique de l'initiative Multilateral Environment Agreement Information and Knowledge Management (MEA IKM) qui réunit 12 accords multilatéraux sur l'environnement mondiaux (InforMEA).		Echange de données avec un système de bases de données multiples
	23	Systèmes d'échange de données avec des partenaires (Nokia, Google, TripAdvisor)		Création de fils RSS pour faciliter la publication de contenus sur le patrimoine mondial. Intégration des données des partenaires dans le système d'information du patrimoine mondial.

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication				
RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	24	75 dons en ligne ont été effectués en 2010 pour 5 000 yuans, 20 livres, 6 010 dollars EU, 440 euros		Le montant des dons en ligne n'est pas considérable ; des efforts doivent être faits pour améliorer la promotion de cet outil de mobilisation de fonds.
AFRIQUE	25	Île de Mozambique : projet en quatre volets pour améliorer l'état de l'île de Mozambique (financé par le fonds en dépôt flamand).	Fonds en dépôt flamand	Production d'un documentaire, d'une exposition itinérante et d'autres matériels promotionnels sur le projet et le bien du patrimoine mondial.
ÉTATS ARABES	26	<p>Traduction et publication en arabe du Kit d'information sur le patrimoine mondial et distribution à tous les Etats parties de la région.</p> <p>En coordination avec le Bureau de l'UNESCO à Amman, la version arabe mise à jour du kit « Le patrimoine mondial aux mains des jeunes » a été tiré à 1 000 exemplaires qui ont été distribués aux États parties de la région.</p> <p>Des ajouts au glossaire sur la conservation en ligne (anglais-arabe-anglais) ont été financés afin d'inclure les concepts et la terminologie relatifs au patrimoine mondial.</p> <p>L'assistance internationale a été octroyée à l'Irak pour préparer une exposition itinérante sur le patrimoine irakien, en particulier les sites du patrimoine mondial.</p> <p>Une traduction arabe non officielle des résultats</p>		Il y a une forte demande de documentation sur le patrimoine mondial en arabe, notamment les Manuels de référence sur le patrimoine mondial et la Série du patrimoine mondial. Le manque de fonds a entravé la traduction de ces documents.

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
		<p>du second cycle de rapports périodiques dans les pays arabes, WHC-10/34COM 10A, a été produite et distribuée à tous les points focaux de la région.</p>		
ASIE ET PACIFIQUE	27	<p>En étroite collaboration avec le gouvernement de l'Afghanistan, l'UNESCO a organisé en mars 2011, dans les locaux de son siège, la 9e réunion du groupe de travail d'experts pour la sauvegarde du Paysage culturel et des vestiges archéologiques de la Vallée de Bamiyan, bien inscrit au patrimoine mondial. Faisaient partie des 45 participants des membres du gouvernement afghan, des experts internationaux et des partenaires de mise en œuvre des activités. La réunion avait pour objet de suivre l'avancement et d'évaluer les activités menées dans le cadre du projet et d'actualiser et coordonner les futures mesures prioritaires pour l'année suivante. La réunion a fait suite au Forum international du 2 mars, « Vers le rapprochement culturel et la tolérance » pour commémorer le 10^e anniversaire de la destruction tragique des Bouddha géants de Bamiyan, en mars 2001.</p>	34 COM 7A.23	<p>Une recommandation a été adoptée au cours de cette réunion du groupe de travail d'experts. L'événement a en outre bénéficié d'une couverture mondiale dans la presse.</p>

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	28	Forum international sur le patrimoine culturel et la régénération urbaine dans le cadre de l'Exposition universelle de Shanghai 2010, en Chine.		<p>Cette activité organisée à l'initiative du Centre du patrimoine mondial et du ministère de la Culture chinois, a réuni quelque 800 experts nationaux et internationaux pour parler du rôle du patrimoine culturel dans la promotion de l'aménagement urbain. Cette activité, qui a reconnu le rôle joué par l'UNESCO dans ce domaine, a contribué à renforcer la plate-forme politique Culture et Développement de l'organisation au niveau mondial. Une nouvelle Alliance des villes historiques a été créée à Suzhou, en Chine. Cette initiative pourrait être un nouvel outil réseau très utile pour partager les expériences et les connaissances entre les gestionnaires des villes et les citoyens. Les participants de haut niveau ont exprimé leur soutien au souhait de l'UNESCO d'intégrer la dimension Culture et Développement dans le processus de révision des Objectifs du Millénaire pour le développement.</p>
	29	<p>Le Centre a participé aux événements suivants autour du thème des paysages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Célébration du 10^e anniversaire de la Convention européenne du paysage, co-organisée par le Conseil de l'Europe et le gouvernement italien (Florence, Italie, octobre 2010). <p>http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/Landscape/ReunionConf/Celebration10/default_en.asp</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forum international sur le patrimoine culturel 	<p><i>Orientations :</i> paragraphe 41-44;</p>	<p>La coopération internationale pour la protection et la gestion des paysages a été renforcée.</p>

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	et le paysage (Florence, Italie, novembre 2010) http://www.florens2010.com/en		
30	Le Centre du patrimoine mondial a participé à la réunion d'experts sur le label du patrimoine européen : « L'Europe : une histoire partagée ! – Des projets transnationaux, pourquoi ? » (Bruxelles, Belgique, octobre 2010). http://www.eutrio.be/pressrelease/europe-shared-history-why-transnational-projects	34COM10B.3	Coopération renforcée avec la Commission européenne ; suivi de l'exercice de rapports périodiques (par des réunions avec les représentants des États parties).
31	Le Centre du patrimoine mondial a participé à la conférence « Culture & Heritage: Two Perspectives » (Edimbourg, Royaume-Uni, décembre 2010)	30 COM 11A.1 Plan d'action stratégique	Promotion du patrimoine mondial au niveau international (des représentants de plusieurs pays y ont assisté) ; suivi de l'état de conservation du site du patrimoine mondial d'Edimbourg.
32	Le Centre a participé à la réunion d'information du Comité de la culture, de la science et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Paris, 4 novembre 2010).	30 COM 11A.1 Plan d'action stratégique	Coopération avec le Conseil de l'Europe renforcée dans le domaine du patrimoine mondial.
33	À la suite de la résolution 35 C/72 de la Conférence générale, l'UNESCO est associée à des réunions, événements et initiatives liés à la commémoration du 100 ^e anniversaire de la disparition d'Osman Hamdi Bey (Turquie), dans le domaine de la protection du patrimoine culturel.	Résolution 35 C/72	Coopération renforcée avec l'État partie, en mettant l'accent sur la gestion des biens du patrimoine mondial.
34	Le Centre a participé à la Conférence internationale sur le projet de l'Union européenne NET-HERITAGE sur le thème « Améliorer la compétitivité de l'Europe grâce à la recherche sur le patrimoine culturel », organisée par la Fondation fédérale allemande	30 COM 11A.1 Plan d'action stratégique	Promotion du patrimoine mondial au niveau international et amélioration de la coopération dans le domaine de la recherche et du renforcement des capacités.

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication				
RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
		pour l'environnement (Deutsche Bundesstiftung Umwelt, DBU) à Bruxelles, en Belgique, le 24 mars 2011. http://www.netheritage.eu/ and http://www.netheritage.eu/download/Description_of_event.pdf		
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	35	Organisation de la Conférence des Donateurs pour Haïti (siège de l'UNESCO, 19 avril 2011). Préparation de la stratégie de communication. Soutien technique au Conseiller spécial auprès du Directeur général de l'UNESCO pour Haïti ; réunions avec les États parties, les agences de coopération, les banques de développement ; collaboration intersectorielle au niveau des secteurs de la Culture, de l'Éducation, des Relations externes et de l'Information du public de l'UNESCO et du Bureau de coordination hors siège. Cette activité concerne également les objectifs Communautés, Conservation et renforcement des Capacités.	Comité international de coordination pour la sauvegarde du patrimoine culturel haïtien ; Plan d'action pour le rétablissement national et le développement d'Haïti ; 185 EX/6 Part III; 186 EX/6 Part III	Préparation d'une stratégie de communication, de prospectus, achèvement des fiches sur le projet et plate-forme Internet en cours d'élaboration. Les difficultés sont liées à la création d'un cadre intrasectoriel au siège de l'UNESCO, des bureaux hors siège et des agences des Nations Unies.

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et l'appui au patrimoine mondial par la Communication

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	36	Création d'un site Internet et d'un intranet pour le suivi du second cycle d'exercice de rapport périodique. Le but du site Internet est d'offrir une plate-forme d'échange et de discussion aux membres des groupes thématiques (points focaux et gestionnaires de sites) et aux autres membres de la communauté du patrimoine mondial (autorités nationales, centres de catégorie 2 de la région, Organisations consultatives et Centre du patrimoine mondial). Il comprendra également un système d'archivage de documents et d'informations sur les réunions passées, en cours et à venir. Les vidéos des réunions antérieures seront incluses comme outil de formation.	28 COM 16 WHC-04/7 EXT.COM 5E 29 COM 5 31COM11D.1 paragraphe 7.	50 % du site Internet sont terminés et la totalité des groupes de travail thématiques a été incluse. Le site sera opérationnel en mars 2011.
	37	Des réunions d'information sur le suivi, les processus en cours et les résultats des réunions sous-régionales organisées dans le cadre du lancement officiel du second cycle de l'exercice de rapport périodique ont eu lieu avec les Délégations permanentes de la région après chaque réunion sous-régionale.	28 COM 16 WHC-04/7 EXT.COM 5E 29 COM 5 31COM11D.1	Deux réunions ont été organisées ; toutes les Délégations permanentes de chaque sous-région (Mexique, Amérique centrale et Amérique du Sud) y ont participé. Une troisième réunion sera organisée par la Délégation de La Barbade (avril 2011). Les délégués ont salué l'idée d'organiser des réunions d'information pour permettre un meilleur suivi et une meilleure compréhension de l'exercice de rapport périodique.

5C. Activités pour développer la sensibilisation et renforcer la participation des Communautés locales

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	1	À la demande du gouvernement japonais, une proposition de projet global sur le thème « Renforcement des capacités pour soutenir la conservation des sites du patrimoine mondial et renforcer le développement durable des communautés locales dans les Petits États insulaires en développement » a été élaborée. Elle a été approuvée lors de la réunion d'examen du fonds en dépôt japonais en mars 2011.	Programme des Petits États insulaires en développement (PEID)	
GLOBAL	2	Dans le cadre de l'Année internationale du rapprochement des cultures 2010 (Nations Unies), le Séminaire international sur le rôle des communautés religieuses dans la gestion des biens du patrimoine mondial s'est tenu à Kiev, en Ukraine, du 2 au 5 novembre 2010 (rapport disponible sur http://whc.unesco.org/en/activities). Compte tenu des problèmes de protection et de gestion que posent les biens associés à la religion et aux croyances et compte tenu de toutes les activités menées par les Organisations consultatives, les participants ont reconnu qu'il était particulièrement crucial de définir maintenant une Stratégie intégrée pour l'élaboration d'un programme thématique sur le patrimoine religieux et sacré.	Année du Rapprochement des cultures (Nations Unies) Lettre circulaire adressée à tous les États parties	La <i>Déclaration de Kiev sur la protection des biens religieux dans le cadre de la Convention</i> du patrimoine mondial a été adoptée à l'unanimité par les participants. Le rapport final du Séminaire de Kiev est disponible en ligne : http://whc.unesco.org/en/religious-sacred-heritage/ L'État partie de l'Ukraine a demandé la création d'un Comité scientifique international du patrimoine religieux et sacré pour conseiller sur les questions spéciales de protection des biens et paysages associés aux religions et aux croyances. Le Centre du patrimoine mondial et les Organisations consultatives proposent de soutenir l'élaboration d'un <i>Programme thématique sur le patrimoine religieux et sacré</i> , ainsi que l'organisation d'une réunion préparatoire pour étudier la faisabilité de la création d'un Comité scientifique comme moyen de définir et d'établir une plate-forme pour le dialogue, la compréhension et la connaissance mutuelle entre toutes les communautés.

5C. Activités pour développer la sensibilisation et renforcer la participation des Communautés locales

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
	3 Projet de l'Organisation des villes du patrimoine mondial (WHCO) intitulé « Villes historiques en développement : clés pour comprendre et agir » consistant en des études de cas sur la conservation et la gestion des villes historiques.		Projet mis en œuvre en partenariat avec le Getty Conservation Institute (GCI), l'ICOMOS, le Conseil de l'Europe et le Centre dans le cadre de la Convention France-UNESCO et du fonds en dépôt néerlandais. Ce projet qui privilégie les initiatives partant de la base a pour but de soutenir l'initiative de l'OWHC et de renforcer le réseau des villes, tout en recueillant des données axées sur la gestion du patrimoine urbain ; il ambitionne également de créer des partenariats entre villes. Environ 40 contributions ont été recueillies et des fiches techniques ont été rédigées à partir de questionnaires sur la gestion des villes. Une présentation au 11 ^e Congrès mondial de la WHCO, à Sintra, au Portugal, en novembre 2011, est envisagée.
AFRIQUE	4 Île de Mozambique : élaboration du plan de gestion (cofinancé par le Fonds du patrimoine mondial, Africa 2009, le Fonds africain du patrimoine mondial et le fonds en dépôt flamand)	31 COM 7B.48 32 COM 7B.51 33 COM 7B.46	Plan de gestion pour l'île de Mozambique : 3 ateliers pour les parties prenantes ont eu lieu, respectivement les 9 juin, 4-7 août et 17 novembre 2009 ; l'adoption du document par l'État partie est toujours en instance.
	5 Villes anciennes de Djenné (Mali) : réhabilitation de la Maison des jeunes	Mise en œuvre du programme du patrimoine mondial sur l'architecture de terre (WHEAP)	Dans le cadre du projet de conservation pour l'Afrique (voir le point 2C), la réhabilitation du centre communautaire de la Maison des jeunes (1) fait participer des maçons et des artisans locaux aux travaux, (2) améliore l'espace prévu pour les

5C. Activités pour développer la sensibilisation et renforcer la participation des Communautés locales

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
				activités communautaires, notamment le jardin d'enfants, l'éducation physique, les activités et événements culturels, (3) montre dans une vitrine les avantages et le potentiel de l'architecture de terre, notamment en termes de confort de vie moderne, afin de redorer son image.
ASIE & PACIFIQUE	6	Dans le cadre du programme « Patrimoine mondial – Pacifique 2009 », la seconde étude thématique « Expansion humaine précoce et innovation dans le Pacifique » a été menée en décembre 2010 avec le soutien du Fonds du patrimoine mondial. Le thème de l'étude a été décidé après consultation des parties prenantes de l'atelier qui s'est tenu à Port Vila (Vanuatu, 2005).		Cette étude a été envoyée aux États parties du Pacifique et aux Organisations consultatives. Elle est destinée à servir d'outil pour identifier de nouveaux sites potentiels au sein de la communauté du Pacifique.
	7	Réseau des Villes indiennes du patrimoine	Résolution 15 GA 7	Projet mis en œuvre par le Bureau de l'UNESCO à New Delhi, en partenariat avec le Centre du patrimoine mondial, dans le cadre de la Convention France-UNESCO. Renforcement des capacités des autorités locales dans le cadre du processus de décentralisation engagé par le réseau des Villes indiennes, tout en intégrant la conservation du patrimoine dans les stratégies d'aménagement urbain ; le but de ce réseau est de développer les partenariats entre villes et les échanges internationaux. Un second voyage d'étude en France de représentants indiens locaux a

5C. Activités pour développer la sensibilisation et renforcer la participation des Communautés locales

RÉGION		ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
				<p>été organisé à l'automne 2010 et deux missions techniques de représentants locaux français en Inde ont été organisées en décembre 2010-janvier 2011. Cette initiative encourage les liens entre culture et développement, en montrant que le patrimoine est un atout décisif pour le développement socioéconomique, générant de la croissance, améliorant la qualité de la vie et favorisant de solides liens sociaux. Elle a également un rapport avec l'approche de la future Recommandation sur le paysage historique urbain qui sera soumise pour adoption à la Conférence générale de l'UNESCO en 2011. La signature d'un partenariat entre Pondichéry (Inde) et La Rochelle (France) est en instance.</p>
<p>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</p>	<p align="center">8</p>	<p>Le projet conjoint Fondation des Nations Unies – The Nature Conservancy (TNC) – Centre du patrimoine mondial intitulé « Promouvoir la conservation par le développement d'un tourisme local durable sur les sites du patrimoine mondial : Evaluation fondée sur la demande et appel au secteur privé » s'est attaché à travailler avec la Fédération des autochtones de l'État de Bolivar pour négocier avec le gouvernement la participation de la communauté à la gestion collective du camp de Canaima (Panama), traditionnellement administré par un groupe privé (Hoturvensa Group).</p>		<p>Élaboration de « Plans de vie » par le peuple Pemon. Les plans élaborés dans le cadre de ce projet sont axés sur les effets recherchés par les communautés du développement du tourisme dans leurs territoires. Le résultat attendu de ces « Plans de vie » est de faire participer les membres des communautés aux activités touristiques menées à l'intérieur du parc national. Une étude sur le potentiel offert par le tourisme dans la zone tampon, du point de vue des communautés, a également été élaborée. Une étude spécifique est en cours dans trois communautés autochtones ; elle a défini des stratégies pour améliorer les aspects opérationnels, organisationnels et environnementaux des services et des produits.</p>

III. Projet de décision

Projet de décision : 35 COM 5A

Le Comité du patrimoine mondial,

1. Ayant examiné les documents WHC-11/35.COM/5A et WHC-11/35.COM/INF.5A,
2. Rappelant la décision **34 COM 5A** adoptée à sa 34^e session (Brasilia, 2010),
3. Prend note avec satisfaction des résultats des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial au cours de l'année passée dans le cadre de la mise en œuvre de ses cinq Objectifs stratégiques ;
4. Prend également note des conclusions de la suite donnée à l'audit du Centre du patrimoine mondial effectué par les auditeurs externes de l'UNESCO, présentées dans le document WHC-11/35.COM/5C ;
5. Souscrit aux recommandations du Séminaire international sur le rôle des communautés religieuses dans la gestion des biens du patrimoine mondial, ainsi qu'à la Déclaration de Kiev sur la protection des biens religieux dans le cadre de la Convention du patrimoine mondial et apporte son ferme soutien à l'élaboration d'un programme thématique sur le patrimoine religieux et sacré, invitant les États partie à apporter des contributions volontaires pour la mise en œuvre de cette initiative, notamment l'organisation d'une réunion préparatoire pour étudier la faisabilité de la création d'un Comité scientifique international pour le patrimoine religieux et sacré et demande au Centre du patrimoine mondial de présenter un rapport sur cette initiative conformément à sa décision **34 COM 5F.1** à la 36^e session du Comité du patrimoine mondial en 2012.

Annexe 1

Suivi des décisions adoptées par le Comité du patrimoine mondial à sa 34e session (Brasilia, 2010)

DECISION ET POINT	MISE EN OEUVRE	EN COURS	RETARDEE
34 COM 2A. Amendement de l'article 8.3 du Règlement intérieur	✓		
34 COM 2B. Demandes de statut d'observateur	✓		
34 COM 3A. Ordre du jour provisoire de la 34e session du Comité du patrimoine mondial (Brasilia, 2010)	✓		
34 COM 3B. Calendrier provisoire de la 34e session du Comité du patrimoine mondial (Brasilia, 2010)	✓		
34 COM 5A. Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et sur la mise en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial	✓		
34 COM 5B. Rapports des Organisations Consultatives	✓		
34 COM 5C. Rôles du Centre du patrimoine mondial et des Organisations consultatives	✓		
34 COM 5D. Convention du patrimoine mondial et développement durable		Voir Document WHC-11/35.COM/5E	
34 COM 5E : La Convention du patrimoine mondial et les autres conventions de l'UNESCO dans le domaine de la Culture	✓	Voir Document WHC-11/35.COM/5A	
34 COM 5F.1 : Rapport sur les programmes thématiques du patrimoine mondial		Pour 36COM	
34 COM 5F.2 : Programme de tourisme du patrimoine mondial		Voir Document WHC-11/35.COM/5F	
34 COM 5G : Audit du centre du patrimoine mondial par l'Auditeur externe		Voir Document WHC-11/35.COM/5C	
34 COM 6 : Rapport d'avancement sur le Fonds du patrimoine mondial africain		Voir Document WHC-11/35.COM/6	
34 COM 7.1 : Paysage urbain historique		Voir Document WHC-11/35.COM/INF.13B	
34 COM 7.2 : Rapport sur le mécanisme de suivi renforcé		Voir Document WHC-11/35.COM/7.2	
34 COM 7.3 : Rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la stratégie de réduction des risques liés aux catastrophes sur les sites du patrimoine mondial		Pour 36COM	
34 COM 7C : Réflexion sur les tendances sur l'état de conservation	✓		
34 COM 8A. Listes indicatives des Etats parties soumises au 15 avril 2010, conformément aux Orientations	✓		

DECISION ET POINT	MISE EN OEUVRE	EN COURS	RETARDEE
34 COM 8D : Clarifications des limites et des superficies des biens par les Etats parties en réponse à l'Inventaire rétrospectif	✓		
34 COM 8E : Adoption des Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle	✓		
34 COM 9A : Cahier des charges pour l'évaluation de la Stratégie globale et de PACTe, tel que demandé par la Résolution 17 GA 9	✓	Voir Document WHC-11/35.COM/9A	
34 COM 9B : Rapport sur les propositions d'inscription et les biens en série	✓		
34 COM 9C. Rapport sur la Stratégie globale de formation (y compris les Centres de Catégorie 2)		✓	
34 COM 10A : Rapport sur le deuxième cycle de soumission des rapports périodiques dans les Etats arabes	✓		
34 COM 10B.1 : Rapport d'avancement sur la soumission du rapport périodique en Afrique	✓		
34 COM 10B.2 : Rapport d'avancement sur la soumission du rapport périodique en Amérique latine et Caraïbes		✓	
34 COM 10B.3 : Rapport d'avancement sur la soumission du rapport périodique en Europe et Amérique du Nord		✓	
34 COM 10C : Rapport d'avancement sur le premier cycle de rapports périodiques et le lancement du second cycle de rapports périodiques pour l'Asie et le Pacifique		✓	
34 COM 10D : Rapport final sur l'exécution du programme « Africa 2009 »		Voir document WHC-11/35.COM/INF.7C	
34 COM 11 : Protection du patrimoine culturel et naturel palestinien	✓		
34 COM 12 : Réflexion sur l'avenir de la <i>Convention du patrimoine mondial</i>		Voir Documents WHC-11/35.COM/12A WHC-11/35.COM/12B WHC-11/35.COM/12C WHC-11/35.COM/12D	
34 COM 13 : Révision des <i>Orientations</i>		Voir document WHC-11/35.COM/13	
34 COM 14 : Etude de faisabilité sur les méthodes de travail du Comité - possibilité de tenir deux sessions annuelles du Comité du patrimoine mondial		Voir Document WHC-11/35.COM/12A	
34 COM 15.1 : Examen des demandes d'assistance internationale (Chili)	✓		
34 COM 15.2 : Examen des demandes d'assistance internationale (Madagascar)	✓		
34 COM 16 : Présentation des comptes finaux du Fonds du patrimoine mondial pour 2008-2009, des Etats financiers intérimaires et de l'Etat d'exécution du budget 2010-2011 pour la période du 1er janvier au 31 mai 2010	✓		

DECISION ET POINT	MISE EN OEUVRE	EN COURS	RETARDEE
34 COM 18 : Election du Président de la 35e session du Comité du patrimoine mondial, du Rapporteur et des vice-Présidents	✓		
34 COM 19 : Ordre du jour provisoire de la 35e session du Comité du patrimoine mondial	✓		
Toutes les décisions ont été approuvées par le Rapporteur et mises en ligne sur la page Internet du Centre du patrimoine mondial le 07/09/2010.			